

LES DÉPENSES DE L'ETAT EN HAUSSE

Quel impact sur l'équilibre budgétaire?

Le gouvernement poursuit ses efforts pour la préservation et amélioration du pouvoir d'achat des ménages. De nouvelles augmentations salariales sont d'ailleurs prévues dans le PLF 2024. Une enveloppe financière conséquente de l'ordre de 578 milliards de DA a été dégagée à cet effet. A cela s'ajoute, d'autres mesures (exonération de produits alimentaires de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur l'activité professionnelle, révision de l'IRG ...) qui sont nécessaires pour l'amélioration du quotidien du citoyen, mais qui pèsent lourdement sur le budget de l'Etat. P 3



UNIVERSITÉ DE M'SILA

Ouverture du 5^e colloque international sur "la gestion des villes"

La 5^e édition du colloque international sur la gestion des villes s'est ouverte, mardi, à la salle Ibn El Haïtham du pôle universitaire Mohamed-Boudiaf de M'sila. Des professeurs et des chercheurs, algériens et étrangers venus de Tunisie, d'Egypte, d'Italie, débattront du contenu de la soixantaine de communications prévues sur le thème de la numérisation des villes, a indiqué le président du colloque, le Dr. Benkhaled El-Hadj de l'Université de M'sila.

P 2

PÉTROLE

L'Opep reste «optimiste» sur la demande



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) reste positive sur la demande de brut et l'économie mondiale, a affirmé ce mardi son secrétaire général, Haitham al-Ghais. « Nous sommes optimistes en ce qui concerne la demande. Nous sommes encore assez solides » sur ce plan, a-t-il insisté lors de l'«Argus European Crude Conference» à Londres.

P 3

HYDROCARBURES

Sonatrach reprend ses activités en Libye

Le groupe pétro-gazier Sonatrach reprend ses activités en Libye, après un arrêt observé de plusieurs années. Une délégation de haut niveau composée de Cadres dirigeants du groupe, conduite par le Pdg de Sonatrach, Rachid Hachichi s'est rendu à Tripoli pour finaliser le processus techniques avec le groupe libyen National Oil Company pour la reprise officielle de ses activités.

P 5

PRODUCTION HALIEUTIQUE
À SIKKDA

**12.000 tonnes
de poisson
attendues à fin 2023** P2

LE MINISTRE DES FINANCES L'A AFFIRMÉ :

**«L'Algérie ne doit pas être
tributaire des fluctuations
des prix de pétrole»** P3

UNIVERSITÉ-ENTREPRISES INDUSTRIELLES

**Coordonner les
efforts, un impératif** P4

PÊCHE-

AQUACULTURE

La nouvelle stratégie du secteur à l'horizon 2030 présentée

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a présidé, lundi à Alger, une réunion consacrée à la présentation de la stratégie du secteur à l'horizon 2030, indique un communiqué du ministère. S'exprimant à l'occasion de la présentation de cet exposé par l'inspecteur général du ministère, en présence des cadres centraux, M. Badani a affirmé que "la nouvelle stratégie repose sur des données pratiques et des chiffres précis, qui permettront une concrétisation optimale de ses objectifs", précise la même source. Cette stratégie vise le développement de l'aquaculture marine et continentale, la promotion de la pêche en haute mer pour l'exploitation de nouvelles zones de pêche permettant d'augmenter la production, le renforcement des capacités nationales en matière de construction et de réparation navale et le soutien et la formation des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, conclut le communiqué.

UNIVERSITÉ DE M'SILA

Ouverture du 5^e colloque international sur "la gestion des villes"

La 5^e édition du colloque international sur la gestion des villes s'est ouverte, mardi, à la salle Ibn El Haïtham du pôle universitaire Mohamed-Boudiaf de M'sila. Des professeurs et des chercheurs, algériens et étrangers venus de Tunisie, d'Egypte, d'Italie, débattront du contenu de la soixantaine de communications prévues sur le thème de la numérisation des villes, a indiqué le président du colloque, le Dr. Benkhaled El-Hadi de l'Université de M'sila.

Par R.E.

Six (6) ateliers seront ouverts pour traiter de 6 axes, à savoir "les autorités locales et la gestion urbaine", "les opportunités d'investissement", "la politique de gestion des risques majeurs en milieu urbain", "l'espace public entre conception, usages et pratiques", "gestion rationnelle de l'espace urbain" et "énergies renouvelables,

environnement urbain et durabilité". Cette édition du colloque, consacrée au thème "Numérisation de la sphère urbaine: une approche innovante de la gestion des villes intelligentes", vise à mettre en exergue le rôle de la technologie dans la gestion des villes, selon le coordinateur de la rencontre, le Dr Mohamed Mili. Pour sa part, le recteur de l'Université Mohamed-Boudiaf, Ammar Boudellaa, a souligné "l'importance d'user

de toutes les disciplines et expertises pour faire fonctionner les villes de manière moderne, à travers l'utilisation de l'intelligence artificielle, la numérisation et l'élaboration de plans de gestion locale pour une bonne administration des villes". La cérémonie d'ouverture du colloque s'est déroulée en présence des autorités locales, des directeurs de l'exécutif, des chefs de daïras et des élus des assemblées populaires communales.

AGRICULTURE

Henni reçoit une délégation du CREA

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a reçu, lundi, une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), conduite par son président, Kamel Moula, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence des cadres du secteur, les discussions ont porté sur "l'importante

dynamique de développement que connaît le secteur de l'agriculture en Algérie, visant à garantir la disponibilité des produits agricoles dans le respect de toutes les normes de qualité", précise la même source. La rencontre a également porté sur les nouvelles orientations du secteur, dont la numérisation de toutes les transactions, notamment en ce qui concerne le foncier et l'investissement, et le re-

cours aux nouvelles technologies et à la recherche scientifique à travers l'implication des instituts du secteur. Elle a aussi permis d'examiner les opportunités d'investissement et de rechercher les solutions permettant d'aplanir les difficultés à travers une vision participative. A cette occasion, M. Henni a mis l'accent sur "l'impératif d'encourager les opérateurs économiques à inves-

tir dans le domaine agricole, notamment dans les wilayas du sud". Le ministre a insisté, en outre, sur "le principe de la concertation et de la coopération continue", et ce, à travers la tenue de réunions périodiques entre la commission sectorielle du CREA et les services du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, conclut le communiqué.

ELEVAGE DE CREVETTES/ EL MARSA

22 millions de DA alloués pour la réalisation d'une station pilote

Une dotation financière de 22 millions de DA a été allouée, en début d'année, à la station expérimentale d'élevage de crevettes de Remila (commune d'El Marsa) afin de réhabiliter l'écloserie et assurer le suivi technique de la réalisation d'une

station de pompage d'eau de mer pour la station, ainsi que l'acquisition d'équipements pour l'écloserie de Skikda, cette dernière étant considérée comme un "réservoir" de l'élevage de crevettes en Algérie, selon M. Belakri. Ce responsable a souligné, à ce propos,

qu'un ensemencement a été effectué, l'été dernier, sur la côte de Skikda au moyen de 200.000 larves de crevettes, dans le cadre de la réactivation du rôle de la station-pilote d'élevage de crevettes, l'amélioration du stock de crevettes et la durabilité de l'acti-

vité de pêche dans la wilaya. M. Belakri a également indiqué que les larves destinées à l'élevage ont été produites au niveau des bassins de la station, après que les crevettes mères ont été capturées sur la côte d'Annaba par des associations de pêcheurs, avant que

leurs œufs n'incubent et éclosent au niveau de la station pour produire des crevettes qui ne seront pêchées que l'année prochaine, lorsqu'elles auront atteint le poids de 30 à 70 grammes.

R.E.

PRODUCTION HALIEUTIQUE À SKIKDA

12.000 tonnes de poisson attendues à fin 2023

La production de différentes espèces de poisson devrait atteindre dans la wilaya de Skikda, "à la fin de l'année en cours", les 12.000 tonnes, une performance atteinte à la faveur de la réception cette année de nombreux projets structurants pour le secteur. Les services en charge du secteur localement escomptaient une "augmentation substantielle" de la production halieutique comparativement à celle de 2022 qui était de l'ordre de 10.500 tonnes, a indiqué à l'APS le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Naïm Belakri. L'accroissement de la production s'explique

principalement, selon M. Belakri, par l'entrée en production, en début d'année, d'une ferme spécialisée dans l'aquaculture marine, pour la première fois dans la wilaya de Skikda, en plus des premières sorties en mer d'embarcations de pêche construites dans les ateliers de construction navale, et du remplacement d'anciens bateaux devenus vétustes. Le directeur de la pêche et de l'aquaculture a fait part, dans ce contexte, de la production, depuis janvier dernier et jusqu'à fin septembre, de 7.071 tonnes de poisson bleu, 708 tonnes de poisson blanc, 206 tonnes de crus-

tacés, 25 tonnes de mollusques et 285 tonnes de dorade provenant de l'aquaculture marine en mer, en plus de la production de la pêche continentale dans les barrages d'El Kénitra et de Zit El Anba. Il a également indiqué que l'augmentation du nombre de bateaux de pêche immatriculés dans la wilaya a été déterminante dans l'accroissement de la production par rapport à 2022. S'agissant de l'aquaculture, le même responsable a déclaré que l'année 2023 a vu l'entrée en production, dans la commune d'El Marsa, d'une unité aquacole utilisant des

cages flottantes, pouvant produire jusqu'à 800 tonnes de dorade royale, au moment où une seconde ferme pour l'aquaculture marine a été réalisée en août dernier. Cette dernière, d'une capacité de production de 420 tonnes de poisson entre dorade royale et loup de mer, entrera en production en 2024, selon M. Belakri qui a également ajouté qu'une concession a été attribuée, dans la région de Kerkera (ouest de Skikda), pour la réalisation d'une ferme spécialisée dans la mytiliculture (élevage de moules) d'une capacité de 50 tonnes/an.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LES DÉPENSES DE L'ETAT EN HAUSSE

Quel impact sur l'équilibre budgétaire?

Le gouvernement poursuit ses efforts pour la préservation et amélioration du pouvoir d'achat des ménages. De nouvelles augmentations salariales sont d'ailleurs prévues dans le PLF 2024. Une enveloppe financière conséquente de l'ordre de 578 milliards de DA a été dégagée à cet effet.

Par Zahir R

A cela s'ajoute, d'autres mesures (exonération de produits alimentaires de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur l'activité professionnelle, révision de l'IRG ..) qui sont nécessaires pour l'amélioration du quotidien du citoyen, mais pèsent lourdement sur le budget de l'Etat. Pour l'expert et conseiller fiscal agréé, Boubekeur Sellami, « l'Etat doit agir selon ses capacités financières ». Dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne III », l'intervenant a indiqué que la situation financière de l'Algérie ne permet d'aller au-delà de ces augmentations et dépenses, surtout avec le déficit budgétaire de près de 6000 milliards de DA pour la troisième année consécutive. Les recettes budgétaires ont certes augmenté durant cette période, mais le taux d'augmentation n'est pas très important pour aller au-delà de ces augmentations de salaires. « On ne peut aller au-delà de cela, puisque on risque d'avoir un déficit budgétaire plus important. Actuellement, le déficit budgétaire représente entre 16 à 17% de notre PIB. Donc on ne peut agir au-delà de nos capacités », a souligné l'expert, en précisant que « on doit pas oublier que nous sommes dans une situation qui n'est pas stable en matière de revenus fiscaux ». Poursuivant ses arguments, Sellami a rappelé que la fiscalité pétrolière a été stable ces trois dernières années, mais on risque

d'avoir toujours une situation difficile (crise mondiale et baisse des prix de pétrole). On doit rester dans ces niveaux là et on doit prendre d'autres mesures pour l'alimentation du budget de l'Etat. Questionné sur la suppression de la TAP et son impact sur le financement des communes, l'intervenant s'est félicité en affirmant que : « La suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) est une très bonne nouvelle, car elle va booster l'investissement. C'est une demande qui a été formulée depuis un bon moment, car c'est une taxe qui n'a pas de sens fiscal. Toutefois, cette suppression va pauser un problème pour les communes ». L'expert et conseiller fiscal a expliqué que l'Etat a pris une série de mesures pour remplacer cette taxe à travers l'affectation de plusieurs impôts et taxes aux communes, à l'instar de l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers (TPP) et la taxe de torchage. Sellami a plaidé également pour la mise en application du code de la fiscalité locale qui permet de générer d'autres ressources au profit des collectivités locales. « Il faut agir rapidement pour donner aux communes une source de financement stable et pérenne, et ainsi créer leurs richesses, chose qui ne peut se réaliser qu'à travers la fiscalité locale », a-t-il préconisé. L'invité de la Chaîne 3 a cité comme exemple l'exploitation du foncier de la commune. « Les biens immobiliers sont exploités par des entreprises et des particuliers sans contrepartie. Tout ce qui se passe sur la

commune doit donner une contrepartie, soit une taxe, un impôt ou bien une redevance, comme cela se fait dans tous les pays du monde », a-t-il suggéré. Sur un autre registre, il a plaidé pour le lancement effectif de l'investissement créateur de richesse et de valeur ajoutée et élargissement de l'assiette fiscale. Sur plan juridique et organisationnel, l'expert a estimé que le gouvernement a pratiquement tout fait, mais un grand travail reste encore à faire en matière du climat des affaires. Pour lui, pour booster l'investissement, il faut nettoyer le climat des affaires, en procédant à l'éradication de l'économie informelle. La concurrence déloyale imposée par les acteurs de l'informel n'incite pas les investisseurs étrangers notamment à y venir s'installer en Algérie. Le gouvernement est appelé, donc, à prendre des mesures courageuses pour la bancarisation des 90 milliards de dollars circulant dans la sphère informelle. Il est inadmissible que 27% du budget de l'Etat soit orienté vers les transferts sociaux, alors une bonne partie va au marché informel ! Cet expert a plaidé pour le changement de la monnaie. Une opération coûteuse, mais reste à ses yeux, la meilleure solution pour capter ses capitaux de l'informel. Toutefois, indique-t-il cette opération doit être exécutée une fois le terrain soit balisé, soit la généralisation du paiement en cheque, le plafonnement des retraits en espèce et le développement de moyens de paiement en ligne.

LE MINISTRE DES FINANCES L'A AFFIRMÉ :

« L'Algérie ne doit pas être tributaire des fluctuations des prix de pétrole »

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que le commerce extérieur est l'un des piliers les plus importants de l'économie nationale et une importante source de revenus. S'exprimant à l'occasion de la tenue de l'atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales, le ministre des Finances a relevé que l'Algérie a connu une évolution du volume du commerce extérieur à des degrés divers grâce à la hausse des prix du pétrole sur le marché international mais également à la hausse de la production nationale des hydrocarbures. Le ministre a tenu à mettre en garde contre les incertitudes du marché international en affirmant que l'Algérie ne doit pas être tributaire des fluctuations des prix de pétrole. « Nous ne pouvons pas compter uniquement sur des facteurs externes tels que les prix du pétrole pour améliorer la balance commerciale », a affirmé le ministre. Pour lui, il est nécessaire de diversifier notre économie, à travers l'encouragement de l'investissement. Le ministre a réitéré l'engagement de l'État à encourager les investissements étrangers en

améliorant le climat des affaires en offrant des garanties juridiques et en assurant les droits de propriété. Evoquant les procédures visant à encourager les investissements, le ministre a rappelé que l'exportation des bijoux à base d'argent est exonérée de la Taxe sur la valeur ajoutée. Dans le même ordre d'idées, le ministre a souligné que dans le cadre de la bonne gouvernance foncière, l'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat relève désormais des prérogatives de l'Agence algérienne pour la promotion des investissements (AAPI). A cet effet, il a exhorté tous les potentiels investisseurs désirant d'acquérir un foncier économique de s'inscrire à travers la plateforme numérique pour l'investisseur gérée par l'AAPI. Sur un autre registre, le ministre a révélé que les exportations ont enregistré un léger recul durant le premier semestre de l'année en atteignant les 26,4 milliards de dollars dont 23,9 milliards de dollars en hydrocarbures, alors qu'elles étaient de 30,2 MUSD en 2022. Néanmoins, les exportations hors hydrocarbures ont connu une augmentation en

passant de 1,9 milliards en 2020 à 6 milliards de dollars à fin 2022, indique le ministre. Tandis que les importations s'élevaient à 20,7 MUSD, soit une augmentation de 5,4% par rapport à la même période de l'année dernière 2022, qui avait alors été enregistrée à 19,7 MUSD. De ce fait la balance commerciale est excédentaire de 5,7 MUSD durant le premier semestre 2023 alors qu'il était de 10,3 MUSD, indique le ministre. Pour sa part, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a affirmé qu'il est temps de lever tous les obstacles et d'unifier les visions entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques pour développer, diversifier et augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures. Il a ajouté, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la tenue de l'atelier sur les procédures bancaires, douanières et fiscales, qu'il est primordial de s'intégrer dans la chaîne de valeur mondiale en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Pour ce faire, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de changer la

méthodologie participative et consultative avec les acteurs du domaine de l'export et à même de surmonter les obstacles rencontrés par les opérateurs économiques. A cet effet, le ministre a salué la contribution des banques et établissements financiers dans l'accompagnement des opérateurs économiques. Pour le ministre la forte participation à cet atelier, contrairement à l'édition précédente, démontre la volonté et la détermination d'adopter une vision commune et un processus contractuel entre les opérateurs et l'administration. « Nous cherchons à soutenir les investisseurs dans tous les secteurs, et nous disposons actuellement de plus de 1 800 sources », a-t-il indiqué. Et d'interpeller les opérateurs : « Vous êtes ici pour présenter vos préoccupations au ministre des Finances. Il est à votre écoute pour résoudre tous les problèmes entravant l'investissement en Algérie ». Dans la foulée, Tayeb Zitouni a révélé que son département ministériel « a déjà enregistré plusieurs plaintes et problèmes auxquels sont confrontés les exportateurs via leur plateforme numérique ».

Synthèse S R.

PÉTROLE

L'Opep reste «optimiste» sur la demande

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) reste positive sur la demande de brut et l'économie mondiale, a affirmé ce mardi son secrétaire général, Haitham al-Ghais. « Nous sommes optimistes en ce qui concerne la demande. Nous sommes encore assez solides » sur ce plan, a-t-il insisté lors de l'Argus European Crude Conference à Londres. « Certains pensent encore que la demande de pétrole atteindra son maximum avant la fin de la décennie », a-t-il noté, affirmant ensuite que l'Opep prévoit quant à elle que « la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 17% d'ici à 2045 ». En septembre, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait en effet déclaré que pour la première fois, la demande mondiale de pétrole, de gaz et de charbon devrait atteindre son maximum cette décennie en raison de la croissance « spectaculaire » des technologies énergétiques plus propres et des voitures électriques. Dans son rapport 2023 sur les perspectives de la demande pétrolière mondiale publié en octobre, l'Opep avait cependant estimé la demande mondiale à 116 millions de barils par jour d'ici 2045. « Nous voyons toujours une économie mondiale saine et en croissance malgré tous les défis, les pressions inflationnistes, les mesures prises par les banques centrales du monde entier pour maîtriser l'inflation », a poursuivi le secrétaire général de l'Opep. Le secrétaire général a également précisé qu'il ne pouvait pas prévoir l'issue de la prochaine réunion ministérielle des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+) prévue à Vienne le 26 novembre. « Tout ce que je peux dire pour l'instant, c'est que nous continuons à surveiller quotidiennement les fondamentaux de l'offre et de la demande. Et lorsque les ministres se réuniront à Vienne, ils examineront tout cela et prendront les mesures qui s'imposent », a-t-il précisé. L'Opep+ a adopté une approche plus volontariste pour « maintenir l'équilibre du marché », a rappelé Haitham al-Ghais. L'Arabie saoudite et la Russie ont d'ailleurs réaffirmé dimanche qu'ils maintiendraient leurs baisses de production et d'exportation dans les volumes prévus jusqu'à la fin de l'année.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Taysir, une plateforme pour améliorer la gouvernance

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a affirmé, ce mardi dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, que la numérisation de son secteur constituait « une base pour développer la performance du service public ».

Par R.E.

Merabi qui présidait, à l'entame de sa visite de travail, l'ouverture, au Centre culturel islamique Messaoudi-Abbes, d'une journée portes ouvertes au profit de la société civile, autour des spécialités de la formation professionnelle, à travers la plateforme « Taysir » (gestion), a souligné que la numérisation du secteur vise à « développer le service public, à améliorer la gouvernance, à renforcer l'efficacité et à bonifier la qualité des services ».

Le ministre a évoqué la plateforme « Taysir », développée par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, la considérant comme « un nouveau système d'information permettant de suivre tous les aspects de la gestion aux plans pédagogique, administratif et financier à travers les établissements de formation répartis sur l'ensemble du territoire national ». Il a ajouté que l'objectif de la plateforme consiste à « obtenir, opportunément, des indicateurs corrects sur lesquels il est possible de s'appuyer aux niveaux local et central », ainsi qu'à « présenter lo-

calement les différentes spécialités du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ».

Les participants à cette journée portes-ouvertes destinée à la société civile ont saisi l'occasion pour soulever un certain nombre de préoccupations relatives, entre autres, à l'inscription de projets de réalisation de structures de formation dans les communes qui en sont dépourvues, et à l'ouverture de nouvelles spécialités.

Le ministre a également supervisé la signature de conventions de coopération entre la direction de wilaya de la forma-

tion et de l'enseignement professionnels et d'autres directions, telles que la Société de distribution de l'électricité et du gaz, au bénéfice des stagiaires et des diplômés des établissements de formation.

Il a aussi visité, au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Abdelhafid-Sanhadri, une exposition d'objets et de différents produits confectionnés par des femmes rurales et des femmes au foyer ayant auparavant reçu une formation dans des établissements du secteur.

ATTAF S'ENTRETIENT AVEC SON HOMOLOGUE ROUMAINE À BUCAREST

La coopération Algérie-Roumanie au menu

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu « longuement », mardi à Bucarest, avec son homologue roumaine, Mme Luminita Odobescu, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Roumanie, a indiqué un communiqué du ministère. Les entretiens ont principalement porté sur l'évaluation des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans différents domaines tels que le commerce, l'énergie, la formation, l'enseignement supérieur et l'agriculture, ainsi

que du fonctionnement des mécanismes encadrant les relations algéro-roumaines, selon la même source.

« Dans une optique ambitieuse et pragmatique, les deux parties sont convenues des objectifs et priorités de la coopération bilatérale pour la période à venir ainsi que du calendrier des prochaines échéances bilatérales, dont la prochaine session de la Commission mixte de coopération économique et technique », a précisé le communiqué.

Les deux ministres ont, par ailleurs, passé en revue les développements de la situation aux niveaux régional et internatio-

nal et procédé à un échange de vues, notamment sur la cause palestinienne « à la lumière de la terrible tragédie et des souffrances endurées par le peuple palestinien dans la bande de Ghaza assiégée devant l'incapacité du Conseil de sécurité à assumer sa responsabilité ». Ils ont également « échangé et partagé des analyses sur les développements dans les régions d'appartenance des deux pays », notamment la crise ukrainienne, les crises au Mali et au Niger, et la question du Sahara occidental, a ajouté la même source. Au terme de la rencontre, les deux parties se sont

félicitées du succès de la session de formation conjointe sur la sécurité et la paix au Sahel, organisée à Alger en octobre dernier au profit des représentants de nombreux pays africains, convenant de perpétuer et d'étendre cette initiative à l'avenir, en sus de la coordination au sein des organisations internationales, selon la même source.

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a été reçu mardi à Bucarest dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Roumanie, par le président du Sénat roumain,

Nicolae Ciuca, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a constitué « une occasion pour affirmer la forte volonté politique animant les deux pays pour raviver le patrimoine historique commun et saisir les opportunités disponibles en vue de renforcer les relations de coopération et de partenariat » entre l'Algérie et la Roumanie.

Les deux parties ont salué le rôle de la diplomatie parlementaire en soutien à la nouvelle dynamique que connaissent les relations algéro-roumaines, dans le contexte de la formation de groupes d'amitié parlementaire des deux côtés.

UNIVERSITÉ-ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Coordonner les efforts entre, un impératif

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Walid, a souligné, mardi, l'importance de la coopération et la coordination des efforts entre l'université et les entreprises industrielles. Présidant par visioconférence l'ouverture d'un Colloque national sur "la relation entre l'industrie et la recherche scientifique et l'innovation : enjeux, expériences et recommandations", organisé à Sidi Bel Abbès, le ministre a mis l'accent sur l'importance de la coopération entre l'université et les entreprises industrielles, notamment après que l'université Djillali-Liabes de Sidi Bel Abbès ait accédé au leadership dans le classement mondial des domaines académiques à Shanghai, édition 2023.

Il a appelé à coordonner les efforts entre les chercheurs, les universitaires et les opérateurs économiques et indus-

triels, afin d'exploiter les innovations et la recherche scientifique dans le domaine industriel et motiver les chercheurs à mettre en œuvre leurs projets scientifiques dans le domaine et à surmonter les obstacles auxquels ils font face, en leur assurant un accompagnement. Les participants à cette rencontre ont, à cette occasion, souligné la nécessité de renforcer le partenariat entre la recherche scientifique et l'industrie, avec la signature d'accords de coopération entre les universités et les entreprises industrielles pour développer la production industrielle. Les intervenants, notamment des chercheurs universitaires, des investisseurs et des représentants d'entreprises industrielles, ont souligné l'importance de créer une plateforme d'échange et de réflexion entre chercheurs, universitaires, investisseurs et gérants d'entreprises industrielles, afin de transférer les expériences et les innovations, et

de les exploiter dans le domaine industriel, permettant de développer l'industrie et la relance du secteur économique. Le vice-président de l'Académie algérienne des sciences et technologies, Mohamed Hichem Kara, a insisté sur la nécessité pour les chercheurs, les universitaires et les pionniers de l'innovation, d'interagir avec les investisseurs, les gérants d'entreprises industrielles et les décideurs, afin d'échanger des idées, des connaissances et instaurer une vision participative pour relancer le domaine industriel en le renforçant par la recherche scientifique innovante.

Il a appelé à recueillir les avis des experts pour établir une coopération fructueuse dans le tissu industriel et explorer les futures opportunités de coopération. Le chercheur, Professeur Ammar Tilmatine de l'Université de Sidi Bel Abbès a appelé, de son côté, à la contribution des entreprises indus-

trielles et économiques pour soutenir la recherche scientifique et les innovations, et à mettre en valeur les expériences et les attentes des chercheurs pour le développement du tissu industriel. Cette rencontre de deux jours, organisée à l'initiative de l'Académie Algérienne des Sciences et de la Technologie en coopération avec l'Université de Sidi Bel Abbès et l'Ecole Polytechnique d'Alger, comprend la présentation de conférences par des chercheurs et des experts dans les domaines industriel et économique, ainsi que des gérants d'entreprises, sur plusieurs thèmes, notamment "les relations entre l'industrie et la recherche scientifique en Algérie", "les futures opportunités de coopération entre chercheurs et industriels" et "les obstacles les plus importants auxquels sont confrontées les entreprises industrielles".

R.E.

HYDROCARBURES

Sonatrach reprend ses activités en Libye

Le groupe pétro-gazier Sonatrach reprend ses activités en Libye, après un arrêt observé de plusieurs années. Une délégation de haut niveau composée de Cadres dirigeants du groupe, conduite par le Pdg de Sonatrach, Rachid Hachichi s’est rendu à Tripoli pour finaliser le processus techniques avec le groupe libyen National Oil Company pour la reprise officielle de ses activités.

Par Sirine R

Un groupe d’experts de haut niveau réunissant les spécialistes des deux partenaires a été installé et qui s’attèlera à la mise en œuvre des aspects techniques de cette reprise d’activité, lors de réunions de travail prévues ce mercredi (8 Novembre 2023) à Tripoli. Cette visite, indique Sonatrach dans un communiqué, s’inscrit dans le cadre de la formalisation du processus de reprise des activités du Groupe SONATRACH en Libye, après un arrêt observé de plusieurs années, et permettra l’exécution des obligations contractuelles du Groupe SONATRACH dans le domaine de l’exploration, concernant les blocs « 065 » et « 96/95 » situés dans le bassin de Ghadamès, indique le groupe dans un communiqué. « Cette reprise de l’activité est amorcée à la faveur de la notification officielle adressée par SONATRACH concernant la levée de l’état de force majeure, et ce en réponse à l’invitation de la National Oil Corporation (Libye) adressée aux sociétés internatio-

nales opérant dans le domaine du pétrole et du gaz », précise la même source. La délégation de SONATRACH a été reçue par le Président du Conseil d’Administration de la NOC Lybie, M. Farhat Omar BENG DARA, en compagnies des responsables de cette compagnie. Lors de cette rencontre, M. BENG DARA s’est félicité de la reprise des activités de SONATRACH en partenariat avec la NOC Lybie. Ce dernier a exprimé sa volonté de promouvoir le partenariat bilatéral et de renforcer les relations de coopération entre les deux Sociétés. En effet, lors de cette rencontre, les deux parties se sont engagées à mettre en œuvre toutes les dispositions permettant de faciliter la reprise des activités du Groupe de SONATRACH en Libye et à poursuivre un partenariat privilégié entre les deux compagnies. Le groupe Sonatrach avait sa volonté pour poursuivre ses activités en Libye, en augmentant même le niveau des investissements, en passant de 150 millions de dollars actuellement à 200 millions pro-

chainement. « Sonatrach respecte ses contrats en Libye, des contrats à travers lesquels nous voulons parachever nos engagements contractuels et examiner les voies à même de développer les champs explorés dans les plus brefs délais », avait déclaré l’ex Pdg du groupe, Toufik Hakkar, lors d’une conférence de presse animée conjointement avec le président du conseil d’administration de la National oil corporation (Noc), Mustafa Sanalla, au terme de la signature d’un protocole d’accord entre les deux parties en février 2022. Pour sa part, Sanalla avait indiqué que plusieurs questions détaillées sur le retour de Sonatrach dans son secteur d’exploration dans le bassin de Ghadamès ont été abordées lors de la rencontre qui a également porté, a-t-il dit, sur les moyens de développer les relations entre les deux parties et de démarrer la production, en particulier à la faveur des nombreux atouts de la région de Hamada et à la lumière de la demande mondiale croissante d’énergie, notamment le gaz.

LE PDG DE SONATRACH REÇOIT LE PRÉSIDENT DU GROUPE TURC RONESANS

Le projet de polypropylène au centre des discussions

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, lundi à Alger, le président du groupe turc Ronesans Holding, Erman Ilicak, avec lequel il a discuté du projet pétrochimique de production de polypropylène, a indiqué le groupe public dans un communiqué.

Durant cette rencontre, qui s’est déroulée au siège de Sonatrach en présence de cadres des deux groupes, MM. Hachichi et Ilicak « ont abordé l’état d’avancement du projet pétrochimique Sonatrach et Ronesans Holding mené conjointement par les deux parties », a

précisé la même source. Pour rappel, Sonatrach détient 34% de ce projet et en assure l’approvisionnement en matière première, à savoir le propane, en vertu d’un accord à long terme sur la base des prix en vigueur sur les marchés mondiaux.

A l’issue de cette rencontre, les deux parties ont « convenu d’examiner de nouvelles pistes de partenariat et ont abordé la possibilité d’explorer de nouvelles opportunités d’affaires », ajoute le communiqué.

SONELGAZ-TOTAL ENERGIES

Les moyens de renforcer la coopération examinés

Le Président directeur général (PDG) du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, lundi à Alger, le directeur général de TotalEnergies Algérie, Moufdi Zakaria Chikh avec qui il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre les deux parties et ses perspectives futures, indique un communiqué du Groupe. Lors de cette rencontre qui s’est déroulée au niveau de la Direction générale de Sonelgaz, les deux parties ont discuté de leur intérêt à établir un partenariat dans les domaines des énergies renouvelables et du stockage de l’électricité, ainsi que du développement de l’interconnexion électrique, outre les possibilités d’échange des expertises dans les domaines sus-cités, précise le communiqué. La rencontre "s’inscrit dans le cadre de la politique adoptée par Sonelgaz visant à développer les relations de partenariat extérieur du Groupe", ajoute la même

source. Par ailleurs, le Pdg de Sonelgaz a tenu, lundi, une réunion par visioconférence avec le directeur général de la société Energie du Mali (EDM), Abdoulaye Djibril Diallo, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de relancer le partenariat entre Sonelgaz et l’EDM. Cette rencontre qui s’est déroulée en présence des cadres dirigeants des deux sociétés, "s’inscrit dans le cadre de la relance du niveau de partenariat étranger de Sonelgaz au niveau continental", selon le communiqué du groupe public. Lors de la réunion, M. Adjal a mis en avant l’intérêt de Sonelgaz de relancer la coopération avec l’EDM, soulignant "son engagement à concrétiser sur le terrain les précédentes négociations relatives au dossier de la coopération dans les domaines de l’énergie entre les deux sociétés, à la faveur de l’expertise dont jouit Sonelgaz en matière de production d’électricité et de transport de l’électricité

et du gaz, la maintenance, la formation et la numérisation pour profiter au pays voisin le Mali". Le PDG de Sonelgaz a proposé que le début de ce partenariat se concrétise par la signature d’un projet de memorandum de coopération qui a été élaboré au niveau de Sonelgaz, pour constituer "la base fondamentale" selon laquelle ce partenariat sera construit et "la première pierre" pour renforcer la coopération entre les deux pays dans les différents domaines de l’énergie. De son côté, M. Diallo a affiché la volonté de sa société de coopérer avec Sonelgaz, notamment dans les domaines de l’électricité, de l’ingénierie et de la formation, ainsi que de tirer profit des expertises dont dispose Sonelgaz en matière d’utilisation des techniques informatiques de pointe, lit-on dans le communiqué

PÉTROLE

Chute de 23% du bénéfice du groupe saoudien Aramco au 3e trimestre

Le groupe pétrolier saoudien Aramco a annoncé mardi un bénéfice net en baisse de 23% en glissement annuel au troisième trimestre, dans le sillage du recul des prix du brut et de la production. La compagnie a enregistré des profits de 32,58 milliards de dollars, contre 42,43 milliards de dollars à la même période de l’année dernière, selon un communiqué. Ces résultats reflètent "l’impact du recul des prix du brut et des volumes vendus", a-t-elle indiqué. Aramco avait vu son bénéfice reculer de 19,25% au premier trimestre et de 38% au deuxième trimestre par rapport aux mêmes périodes de 2022. L’année dernière, la crise ukrainienne en février avait propulsé les cours du brut à plus de 130 dollars le baril. Aramco avait alors enregistré un bénéfice "record" de 161,1 milliards de dollars, permettant au royaume de dégager son premier excédent budgétaire annuel en près d’une décennie. Cette année, la moyenne des prix devrait s’établir autour de 85 dollars le baril, selon Jadwa Investment, une société basée à Ryad. Des analystes estiment à 80 dollars le niveau de prix nécessaire pour maintenir le budget de l’Arabie saoudite à l’équilibre, mais cet objectif pourrait être compromis par la hausse de ses dépenses publiques et la baisse de sa production de brut. Le premier exportateur mondial de brut a annoncé en avril une coupe de production de 500.000 barils par jour (b/j), dans le cadre d’une action coordonnée avec d’autres pays pétroliers visant à soutenir les prix. En juin, le ministère saoudien de l’Energie a annoncé une coupe supplémentaire d’un million de barils par jour, qui a pris effet en juillet. Cette réduction durera jusqu’en décembre, a confirmé le ministère dimanche dernier. La production du royaume est désormais d’environ neuf millions de b/j, bien en deçà de sa capacité journalière déclarée de 12 millions de b/j. Agence

Le Brent recule à 83,55 dollars

Les prix du pétrole ont reculé mardi, en raison d’un indicateur sur les exportations chinoises qui n’incite pas les investisseurs à l’optimisme sur la croissance du pays, plus gros importateur de brut au monde. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, s’inclinait de 1,91% à 83,55 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en décembre, perdait 1,79% à 79,37 dollars. « Les exportations chinoises, qui sont un bon indicateur de la santé économique mondiale, sont en baisse », relèvent les analystes. La chute des exportations chinoises s’est accélérée en octobre, avec un recul de 6,4% sur un an, selon des chiffres publiés par les douanes du pays mardi, des données qui n’incitent pas à l’optimisme pour sa croissance.

NÂAMA

**Exportation
d'une valeur de
100.000 dollars
de produits vers
la Mauritanie,
Singapour et
l'Inde**

La wilaya de Nâama a enregistré, récemment, une opération d'exportation, la première du genre, d'une quantité de matériaux de construction et d'autres produits vers la Mauritanie, Singapour et l'Inde, a-t-on appris, mardi, du Secrétaire de wilaya de la Chambre de l'industrie et de commerce "Essouhoub".

Merabet Abdelkrim a indiqué, à l'occasion d'une journée d'information sur "les systèmes douaniers économiques destinés à la promotion de l'investissement", que cinq opérateurs économiques de la wilaya de Nâama ont obtenu, en septembre dernier, l'approbation du certificat d'origine pour l'exportation du carrelage et des produits fabriqués à partir de la transformation des déchets en caoutchouc, d'une valeur de 100.000 dollars vers trois pays, à savoir la Mauritanie, Singapour et l'Inde.

L'opération entre dans le cadre de l'accompagnement opérationnel et répond aux attentes en temps réel des producteurs nationaux et la facilitation des procédures d'exportation de leurs produits industriels et agricoles vers les marchés extérieurs, a ajouté la même source.

La journée d'information, organisée par l'Inspection divisionnaire des Douanes de Nâama en coordination avec la Chambre de wilaya de l'industrie et de commerce "Essouhoub", en présence des opérateurs économiques locaux, a été mise à profit pour faire connaître les différentes procédures de facilitation douanière au profit des exportateurs et des avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les opérateurs économiques en la matière.

La rencontre a permis aux opérateurs économiques et les partenaires professionnels et producteurs de connaître les procédures et les mécanismes du système douanier économique, qui permet de renforcer les capacités concurrentielles des entreprises économiques dans les marchés extérieurs, selon le chef d'inspection de la division des Douanes de Nâama, Benhami Abdelkader.

DJELFA

Livraison de près de 700 logements AADL d'ici le début de l'année 2024

Un quota de près de 700 logements de la formule location-vente (AADL) sera réceptionné d'ici le début de l'année prochaine dans la wilaya d'Ain Defla, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Un quota de près de 700 logements de la formule location-vente de l'agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) sera livré d'ici le début 2024 à Ain Defla, a indiqué le wali Abdelghani Filali, à l'issue d'une visite de travail durant laquelle a procédé au lancement des projets de réalisation de logements publics locatifs au niveau des communes de Berbouche et de Djendel.

Le chef de l'exécutif local a déclaré qu'un quota de près de 480 unités du programme de 1250 logements AADL situé dans la ville de Khemis Miliana seront livrés d'ici la fin de l'année en cours, après l'achèvement des travaux d'aménagement et le raccordement des logements aux réseaux du gaz, électricité et de l'eau potable. Il a ajouté que 200 autres unités du projet de 400 logements AADL implantées dans la commune d'El Abadia (ouest d'Ain Defla) seront réceptionnées début de l'année prochaine, mettant l'accent sur le respect des délais de réalisation pour livrer le reste du programme. Concernant le programme de logement public locatif (LPL) de 2023, M. Filali a donné le coup d'envoi au



projet de 40 logements LPL dans la commune de Berbouche et de 120 logements de la même formule à Djendel.

Pour rappel, le wali a donné, jeudi dernier, le coup d'envoi des travaux de réalisation de 400 logements publics locatifs (LPL) dans la ville d'Ain Defla qui font partie du programme 2023 des 1500 logements (LPL) qui

a été réparti à travers 11 communes.

Quant au reste du programme, le premier responsable de la wilaya a tenu à affirmer qu'il sera lancé durant le mois de novembre courant, assurant que plusieurs programmes de l'habitat, notamment le logement promotionnel aidé (LPA) et l'habitat rural, seront également lancés incessamment.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Vers l'élaboration d'un nouveau PDAU du chef-lieu de wilaya

Un nouveau Plan directeur d'aménagement urbain (PDAU) de la ville de Bordj Bou Arreridj sera "prochainement" élaboré, apprend-on dimanche des services de la wilaya.

La même source a précisé qu'au cours de la récente réunion de l'exécutif local, le wali, Kamel Nouicer a donné des instructions pour élaborer de nouveaux plans d'occupation du sol (POS) dans le cadre du PDAU du chef-lieu de wilaya au travers de l'aménagement des poches foncières inexploitées ainsi que l'élaboration de plans communs avec

les communes voisines dont El Anasser, El Hamadia et El Achir de sorte à dégager des assiettes foncières pour l'intense programme d'habitat du ministère de tutelle et les projets de développement. Plusieurs décisions ont été prises au cours de la même réunion dont l'aménagement des terrains inoccupés au niveau des deux entrées Est et Sud du chef-lieu de wilaya, notamment ceux mitoyens aux RN-05 et RN-45 et leur intégration au nouveau PDAU, selon la même source.

M. Nouicer a exhorté les directions et services concernés à hâ-

ter l'aménagement des biens fonciers de la partie Ouest de la ville en direction d'El Achir dont la superficie est de près de 300 hectares et l'intégrer au plan directeur en vue de créer un nouveau pôle urbain à Essafia dans cette même commune sur 479 hectares qui accueillera les projets d'habitat et des équipements et sera relié au réseau routier dont le nouvel évitement d'El Achir, la RN-5 et l'autoroute Est-ouest, ont ajouté les mêmes services.

Le wali a réaffirmé que les habitations construites sur les terres agricoles ne seraient pas concernées par la régularisation confor-

mément à la loi en vigueur, ajoutant qu'il a été également décidé de désigner les zones interdites à l'expansion urbaine et d'intégrer les fonciers urbains de la région Aouine Zeriga (105 hectares et 126 hectares) aux POS. Il a également donné des instructions pour élargir les plans pour intégrer les sites proches de la RN-5 vers l'évitement de la route d'El Anasser et celui de M'sila et permettre aux propriétaires terriens particuliers d'adapter leurs activités ainsi que pour élaborer de nouveaux règlements qui favoriseraient l'émergence d'une nouvelle dynamique.

ORAN/PÉDIATRIE

350 participants au 19^e congrès de la SPO prévu en novembre

Quelque 350 participants prendront part au 19^e Congrès international de pédiatrie de la Société de pédiatrie de l'Ouest (SPO), prévu les 16 et 17 novembre en cours à Oran, a-t-on appris, lundi, des organisateurs.

Le thème principal de ce congrès portera sur la pédiatrie dans tous ses aspects, à savoir l'endocrino-pédiatrie, la neuro-pédiatrie, la chirurgie

dentaire pédiatrique, entre autres, des thèmes toujours d'actualité, a-t-on souligné de même source.

Il sera aussi question d'aborder la néonatalogie, la gynéco-pédiatrie, ainsi que le diabète et l'obésité, a-t-on ajouté de même source.

Outre des experts algériens représentant différents établissements hospitaliers du pays, des spécialistes étrangers seront également présents

à ce rendez-vous pour aborder les dernières nouveautés et technologies en matière de traitement des pathologies pédiatriques, principalement la diabétologie, la pneumologie et la néonatalogie.

Un riche programme de communications et d'ateliers est prévu, deux jours durant, traitant de "gynécologie pédiatrique", "le rôle de l'odontostomatologue dans le dépistage des

maladies générales", "les nouveautés thérapeutiques dans le diabète type 1" et "l'hypoglycémie, au-delà des idées reçues", a-t-on fait savoir.

D'autres ateliers sont également prévus, dont "la conduite pratique devant l'hémophilie" et "la relation des soins et l'éducation thérapeutique en diabétologie pédiatrique", entre autres.

Israël peut-il faire la paix ?

« Au cours des cinq derniers siècles, il est arrivé à seize reprises qu’une puissance montante menace de supplanter la grande puissance régnante. Dans douze cas, cette situation s’est soldée par une guerre. Quant aux quatre fois où la guerre a pu être évitée, cela n’a été possible que grâce à des ajustements de taille, de part et d’autre, dans les actes comme dans les attitudes. ... Pour échapper au Piège de Thucydide, nous devons accepter de penser l’impensable – et d’imaginer l’inimaginable. Vu la situation actuelle, il nous faut désormais infléchir le cours même de l’histoire. »[1]

Partie 4



Par DERGUINI Arezki (*)

Aujourd’hui Israël ne peut plus vider les territoires palestiniens au rythme qu’il souhaite. La Jordanie et l’Égypte ne peuvent pas accueillir toute cette population chassée de son territoire, le monde ne peut accepter que s’effectue un nettoyage ethnique. Le monde, y compris l’Occident qui lui accorde le droit de se défendre, mais non point d’exterminer une population ou d’effectuer un nettoyage ethnique, ne lui permettra pas de créer un tel désordre dans le monde. L’Iran, principal allié du Hamas, n’a pas besoin de s’impliquer. Il laisse Israël assumer les conséquences de sa politique. Le Hamas va être militairement défait, mais il aura infligé une véritable défaite diplomatique à Israël : il a fait violemment s’opposer le droit international à la volonté de purification ethnique et religieuse d’Israël, il a fait subir un échec de plus au projet sioniste, dans la mesure où l’État d’Israël a été fondé pour assurer la sécurité des Juifs après l’Holocauste, il a isolé le monde occidental dans sa défense d’Israël. Israël a le droit de se défendre parce que le monde occidental l’autorise à tuer des Palestiniens. Continuera-t-on à reconnaître son droit à se défendre et à dénier aux Palestiniens le même droit ? Le roi est nu.

L’art de la guerre

Si donc un tel plan est mis en échec, si cette course contre la montre n’aboutit pas, si la sécurité d’Israël apparaît de plus en plus menacée avec un Occident qui ne peut plus soutenir ses plans, pour vivre et survivre, ne devrait-il pas quitter la Palestine ou changer de stratégie, d’alliés ? Si donc l’allié d’hier n’est plus là, qu’en sera-t-il de l’ennemi ? S’il n’est pas transformé en allié, la seule solution sera de nouveau l’exil. L’art de la guerre n’est pas de détruire l’ennemi, et certainement pas lorsque l’ennemi n’est pas une armée, mais une société, mais de transformer un ennemi en allié, non pas par la force, mais par la soumission volontaire.

L’histoire transforme régulièrement des ennemis en amis. N’est-ce pas le cas des Juifs et des chrétiens ? N’est-ce pas ce à quoi ce sont attachés et sont parvenus les Juifs en Occident ? Ils se sont confondus avec eux jusqu’à faire partie de l’élite. N’est-ce pas le cas des Allemands et des Japonais ? On ne soumet pas indéfiniment une société, si on ne l’extermine pas, la compétition se poursuit après la guerre. Jusqu’à présent Israéliens et Arabes se sont refusés à la compétition. Ils ont voulu triompher par la guerre. Les Israéliens pour dicter les conditions de la compétition, les Arabes pour les refuser, pour refuser l’occupation des terres. L’enjeu de la guerre étant de définir les conditions de la compétition, chacun s’efforçant de les définir à son avantage. On oublie alors que les conditions de la compétition sont elles-mêmes définies par la compétition. La suprématie militaire qui donne l’avantage dans la guerre est le résultat d’une supériorité dans la compétition générale. Il suffit de remettre en cause cette supériorité pour transformer ses conditions. Ainsi prend sens la pensée stratégique chinoise, pour qui il faut vaincre sans faire la guerre, triompher par la compétition générale pour l’emporter par la guerre si nécessaire. Quand un pays engage la guerre parce que c’est un mauvais perdant de la compétition générale, il a déjà perdu la guerre, mais ne le sait pas encore ou ne veut pas le reconnaître. En se tournant vers la guerre contre le reste du monde, l’Occident restreint ses compétitions externes, il ne veut pas se tourner vers ses compétitions internes qui portent sa compétitivité. L’Europe ne veut pas se donner de leadership, l’Europe vieillissante ne veut pas de sang neuf pour se renouveler, elle en a peur. Elle a peur de son passé, d’une Allemagne puissante, de l’avenir qui la réduit à une partie du monde, elle ne veut pas rajeunir. Elle ne veut pas accepter la compétition avec ses nouvelles populations, leurs pays d’origine, revoir les conditions de sa compétition interne et externe pour se donner un nouveau souffle. La guerre n’est pas la destruction de l’ennemi, mais juste la reddition de son armée. Quand la guerre confronte des armées

contre des sociétés, la guerre ne se termine pas, quand elle se termine ce n’est plus en faveur de l’armée à moins que ne soit enfreint le droit de la guerre et que l’ennemi ne soit exterminé. Peut-on se résoudre à de telles extrémités ? Les guerres sont les points de rupture de la compétition, les moments où la compétition touche à ses conditions, les uns par la force pour les défendre, les autres pour les changer. L’Allemagne et le Japon ont trop compté sur la guerre, sur la transformation par la force de leurs rivaux en alliés ; ce sont eux qui ont été retournés par la deuxième guerre mondiale par un ancien ennemi en alliés contre un ancien ennemi, l’Union soviétique. Ils se sont ensuite efforcés de devenir les meilleurs élèves de la classe occidentale pour pouvoir regagner une certaine estime d’eux-mêmes, mais pas encore le pouvoir de choisir leurs ennemis et leurs alliés. Ils ne se précipitent plus cependant pour déclasser les vainqueurs de la guerre. L’Occident a été retourné d’ennemi des Juifs en leur allié, mais un allié qui n’a choisi de l’être qu’incidemment. Le chemin de croix des Juifs n’est pas terminé. Il sera terminé lorsqu’ils pourront choisir leur allié et leur ennemi. Ils ont choisi de s’établir comme nation démocratique juive dans un territoire musulman par la force. Peut-être pour y rester, y vivre en paix parmi les leurs, faudra-t-il considérer leurs voisins n’ont pas comme leurs ennemis, mais leurs amis. Les retourner par la guerre n’apparaissant plus possible choisira-t-on de le faire par une compétition équitale ? Pour l’heure, Israël se soucie de mobiliser l’Occident pour en obtenir le pouvoir de se défendre. Ils ne sont plus en position de faiblesse comme en Occident pour occuper un territoire colonisé, mais en position de force. Ils sont du côté des dominants, non plus dans le camp des dominés. Il ne s’agit plus de coloniser de l’intérieur, mais de l’extérieur. Ils cèdent à la force plutôt qu’à leur intelligence pour conquérir leur environnement. Ils sont comme fatigués de leur ancienne et patiente posture de minorité qui leur a donné le monde. Au fond de leur compétitivité se cache une fatigue de la compétition. C’est elle et l’impatience

qui leur font préférer la guerre, les font tomber dans une guerre sans fin. L’Occident lui aurait-il refusé son aide, s’il avait choisi la compétition et la coopération avec le monde musulman ? S’il avait choisi pour se protéger de se protéger de l’Occident plutôt que du monde musulman ? Il avait quelque raison pour cela, mais il fut plus facile de suivre le plus fort. Ils ont choisi de conquérir la Palestine non pas comme ils ont conquis l’Occident, non plus par l’assimilation en tant que minorité, par laquelle ils se sont donnés au monde et le monde s’est donné à eux, mais en dominants, par la force militaire. Ils ont oublié ce qu’est le pouvoir d’une minorité, ils sont devenus le bras armé de l’Occident. La guerre n’est pas la solution, mais l’assimilation. La transformation d’un ennemi en allié par la force n’est pas la solution. L’ennemi ne disparaît pas derrière l’allié, soumis, il attend son heure. L’allié dominé peut se transformer en allié dominant et en ennemi. L’assimilation n’exclut la compétition que du point de vue du dominant qui veut perpétuer sa domination. Il croit pouvoir assimiler sans pouvoir l’être lui-même. Il le peut parfois, mais pas toujours. Car l’assimilé peut être lui aussi capable d’assimilation. Il croit pouvoir rester universel indéfiniment, autrement dit être celui qui définit les règles et seul peut les transgresser. Il peut le rester longtemps, mais pas indéfiniment. La compétition renouvelle les hiérarchies. Il y a celui qui assimile assimile et cet autre qui disparaît. L’assimilé qui assimile hérite de deux sociétés, de celle dont il parvient et de celle qu’il adopte. L’assimilé qui disparaît perd l’héritage de ses prédécesseurs et n’hérite pas de celle qu’il a adoptée. La Chine conserve sa médecine traditionnelle et adopte celle occidentale.

A suivre

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

L'ÉGYPTE, LE LIBAN ET LA JORDANIE ONT ÉTÉ LES PLUS TOUCHÉS

L'agression contre Gaza frappe le tourisme de la région

Standard & Poor's Global a déclaré que la guerre lancée par Israël dans la bande de Gaza a porté préjudice au tourisme dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'agence a ajouté, dans un rapport, que la guerre en cours a des répercussions sur d'autres économies de la région, « en plus des pertes catastrophiques en vies humaines et des dommages coûteux aux infrastructures ».

Le rapport indique que le secteur du tourisme serait le plus touché au Liban, en Égypte et en Jordanie, en raison de leur proximité géographique et de la possibilité que le conflit s'étende au-delà de leurs frontières.

"Cela entraînera une baisse de la croissance du PIB réel dans ces pays et affaiblira leurs positions extérieures, bien que cela puisse être atténué dans une certaine mesure grâce au soutien potentiel des donateurs internationaux" est-il ajouté.

L'agence s'attend à ce que l'impact financier atteigne une perte de 10 à 70% des revenus touristiques dans chacun des trois pays, selon les scénarios possibles.

L'année dernière, le tourisme a contribué à 26 % des revenus du compte courant du Liban, tandis que la contribution en Jordanie a atteint 21 %, en Égypte, 12 %.

Le rapport indique que toute escalade pourrait ouvrir de nouveaux fronts dans la région.

« Les effets potentiels de la guerre incluent également la fuite des portefeuilles d'investissement et des dépôts des non-résidents et une baisse des investissements directs étrangers. »

Il a ajouté : Les protestations croissantes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour exprimer le rejet de l'agression israélienne contre Gaza pourraient exacerber l'instabilité sociale et accroître les risques politiques.

UN MOIS APRÈS LA GUERRE DE GAZA

L'économie palestinienne subit une destruction sans précédent

Un mois après le début de l'agression israélienne contre la bande de Gaza, l'économie palestinienne connaît un état de faiblesse sans précédent. L'impact ne s'est pas limité à Gaza, qui a détruit la plupart de ses bâtiments et de ses infrastructures, mais aussi à la Cisjordanie, affectant la plupart de ses secteurs économiques.

À ce jour, aucune institution officielle ou de recherche n'a publié de pertes préliminaires pour la bande de Gaza, en raison de la difficulté de les calculer compte tenu des bombardements israéliens intenses et continus.

Mais avant la guerre, le taux de chômage à Gaza était de 46 %, tandis que 80 % de la population recevait une aide humanitaire. 80 % des bâtiments détruits lors de la guerre de 2014 n'avaient été reconstruits qu'à la veille de la dernière guerre, il y a un mois.

Les pertes économiques de Gaza

À la fin du mois dernier, dans une estimation préliminaire de l'ampleur des pertes dues à l'agression en cours depuis le 7 octobre dernier le chef du bureau de presse du gouvernement à Gaza, SalamaMarouf, a déclaré que la bande de Gaza avait subi 3 milliards de dollars de pertes directes et indirectes à la suite de l'agression israélienne, qui a touché les établissements commerciaux et économiques, les civils, les logements, les sièges gouvernementaux et les infrastructures.

Quelques jours plus tôt, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) avait révélé que la bande de Gaza avait été exposée à des destructions et à des répercussions économiques sans précédent en raison de l'agression dont elle était victime par l'occupation. Des chiffres effrayants indiquent que la quasi-totalité de la population de Gaza, soit environ 96 %, vit aujourd'hui dans la pauvreté et souffre de multiples formes de privations dues à la l'agression sionistes.

La CESAO a déclaré, dans un rapport publié le 26 octobre, que l'agression actuelle contre Gaza - en plus du siège qui lui a été imposé au cours des dernières années - a plongé la population dans un cycle sans précédent de privations et de pauvreté multidimensionnelle, puis dans une catastrophe humanitaire à tous les niveaux.

Selon le rapport de l'ONU, la



bande de Gaza ne connaissait déjà pas une situation normale avant la guerre, car le siège qui lui est imposé depuis 2007 est la manifestation la plus dangereuse de la politique à long terme d'Israël visant à restreindre la circulation des Palestiniens, ce qui équivaut à une punition collective.

Le rapport explique qu'après le 7 octobre dernier, les habitants de Gaza vivent sous des bombardements violents et continus qui, non seulement, provoquent des destructions physiques, mais les privent également de l'accès aux services de base tels que les soins vitaux, l'eau, la nourriture, l'électricité, l'éducation et emploi.

Pertes en Cisjordanie : bourse de Palestine

La Bourse de Palestine a été la première à être affectée par l'économie locale en raison du déclenchement de la guerre, puisqu'elle a enregistré des baisses dans la plupart des séances à partir du 7 octobre, et son principal indice, « l'Indice Al Quds », a chuté lors de la séance du 17 octobre à son niveau le plus bas depuis septembre 2021.

Plus tard, l'indice a commencé à augmenter progressivement, la Bourse et l'Autorité palestinienne du marché des capitaux annonçant de nouvelles mesures visant à préserver les actions et leur valeur marchande et à stimuler la liqui-

dité sur le marché financier.

Le 29 octobre, le conseil d'administration de l'Autorité palestinienne du marché des capitaux a rendu une décision réglementaire d'une durée de 3 mois, autorisant les sociétés anonymes cotées en bourse à acheter leurs actions sans nécessiter de contrat ni l'approbation de l'organe général extraordinaire.

La décision vise à améliorer et à stabiliser les prix des titres cotés à la Bourse de Palestine, à la lumière des récents événements et développements survenus dans le secteur des valeurs mobilières palestiniennes.

Depuis la séance du 5 octobre dernier jusqu'à la fin de la séance du 5 novembre, l'indice Al-Quds a baissé de 8,5%, selon une enquête menée par l'Anadolu à partir de données officielles.

150 000 travailleurs sont au chômage

Les données du recensement palestinien montrent qu'environ 140 000 travailleurs palestiniens de Cisjordanie travaillent en « Israël », en plus des 18 500 travailleurs de la bande de Gaza.

Aujourd'hui, la plupart de ces travailleurs sont confinés chez eux, en raison de la suspension de la majorité des activités économiques, à l'exception des secteurs agricole et alimentaire.

La masse salariale de ces travailleurs s'élève à environ 1,5 milliard de shekels (397 millions de dollars) par mois, dont la majeure partie est injectée sur les marchés de Cisjordanie sous forme de pouvoir d'achat et de consommation.

Pendant le mois de guerre, le marché palestinien a perdu ce pouvoir d'achat, en raison du chômage des travailleurs palestiniens, tandis que les travailleurs de Gaza étaient répartis entre la bande de Gaza et l'autre partie arrivée en Cisjordanie dans les premiers jours de la guerre.

Mais d'une manière générale, et malgré l'absence de statistiques officielles, le pouvoir d'achat en Cisjordanie a été globalement affecté, tandis que la majorité des restaurants ont fermé leurs portes en rai-

son de l'absence de clients tout au long de la guerre en cours.

Le secteur bancaire

Le 25 octobre, l'Autorité monétaire palestinienne a donné des instructions aux banques opérant sur le marché local pour qu'elles fassent face aux conséquences monétaires de la guerre sioniste contre la bande de Gaza.

L'élément le plus important contenu dans les nouvelles instructions concerne les emprunteurs de la bande de Gaza, qui stipulent que le remboursement des prêts sera reporté jusqu'à fin janvier 2024.

Des sources ont indiqué qu'il existe des inquiétudes concernant les prêts bancaires accordés aux clients de la bande de Gaza, si la valeur des prêts accordés aux particuliers et aux entreprises de la bande atteignait 923 millions de dollars à la fin septembre dernier.

Fonds de compensation

Le 30 octobre, le ministre israélien des Finances, a ordonné le gel des fonds de compensation palestiniens, en raison de ce qu'il a décrit comme l'échec de l'Autorité à condamner l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » lancée par la résistance palestinienne sur les colonies entourant la bande de Gaza.

« Israël » perçoit des taxes au nom de l'Autorité palestinienne sur les importations palestiniennes de biens importés et lui transfère de l'argent mensuellement, pour une moyenne de 750 millions de shekels (190 millions de dollars).

Cependant, dimanche, l'Autorité palestinienne a refusé de recevoir l'argent des impôts (compensation) du côté israélien, après que Tel-Aviv ait annoncé son transfert, après déduction des montants qui étaient auparavant destinés à la bande de Gaza, selon des sources gouvernementales rapportées à Anadolu.

Les sources ont déclaré qu'« une décision présidentielle a été prise pour ne pas recevoir de fonds de compensation incomplets, car la décision de déduire les fonds destinés à Gaza signifie renforcer la séparation de la Cisjordanie de la bande de Gaza ».

Le ministère de la Santé de Gaza a dénombré plus de 10 000 martyrs depuis le début de l'agression israélienne et a confirmé que 70 % des victimes de l'agression étaient des femmes et des enfants, en plus des 24 000 blessés.

ARABIE SAOUDITE

L'action NADEC augmente d'environ 5%

Les actions de la Société nationale de développement agricole (NADEC) ont augmenté d'environ 5 % sur le marché saoudien, quelques heures après l'annonce de l'approbation par l'assemblée générale de la société d'augmenter le capital à 2 milliards de riyals.

La NADEC a annoncé l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire d'augmenter le capital de la société en offrant des actions à droit prioritaire d'une valeur de 2 milliards de riyals.

La société a expliqué lundi dans un communiqué publié sur le journal saoudien Tadawul que

le montant de l'augmentation de capital était de 2 milliards de riyals et que le capital de la société avant l'augmentation était de 1,016 milliard de riyals, tandis que le capital après l'augmentation était de 3,016 milliards de riyals.

Elle a confirmé que le nombre d'actions après l'augmentation : 301,64 millions d'actions, et que la valeur nominale des actions offertes est de 10 riyals saoudiens par action.

Notant que le but de l'augmentation de capital était de permettre à la société de mettre en œuvre ses orientations stratégiques et opérationnelles de ses activités futures.

RAPPORT

Les énergies renouvelables ont déjà généré 320 000 emplois en Afrique

Le rapport souligne que le continent peut miser sur ses abondantes réserves de minerais nécessaires à la transition énergétique pour favoriser l'émergence d'une industrie locale capable de générer des millions d'emplois.

Les énergies renouvelables ont jusqu'ici généré 320 000 emplois en Afrique, c'est 2,34% de l'ensemble des emplois recensés dans le secteur à l'échelle mondiale, selon un rapport publié le 28 septembre par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT).

Intitulé « Renewable Energy and Jobs : Annual Review 2023 », le rapport précise que près de 22% des emplois créés dans le secteur des énergies renouvelables sur le continent sont concentrés dans un seul pays, en l'occurrence l'Afrique du Sud.

Ce nombre relativement limité d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique s'explique essentiellement par la faiblesse des capacités installées sur le continent (environ 1 % des capacités solaires photovoltaïques et éoliennes mondiales).

Le rapport indique cependant que la marge de progression en matière de déploiement des énergies renouvelables et des emplois qui y sont liés reste énorme, au regard des abondantes ressources du continent, notamment dans le solaire et l'éolien.

Mais si les pays africains souhaitent vraiment faire des énergies renouvelables un levier pour la création de plusieurs millions d'emplois, ils doivent surtout miser sur la partie manufacture. En Chine, par exemple, la majeure partie des emplois que génère le secteur est directement liée à fabrication d'équipements



comme les panneaux solaires, les éoliennes et les électrolyseurs ainsi qu'à l'ingénierie et les services qui y sont associés. En janvier 2023, plusieurs ONG, dont Sustainable Energy for All (SEforALL), l'African Climate Foundation, Bloomberg Philanthropies et ClimateWorks Foundation, ont d'ailleurs lancé conjointement « l'Initiative pour une industrie des énergie renouvelables en Afrique » (Africa Renewable Energy Manufacturing Initiative/AREMI), afin d'accroître les capacités de production d'équipements aux énergies renouvelables sur le continent et de créer des emplois substantiels. Pour que cette initiative puisse porter ses fruits, des efforts soutenus devront être déployés en matière de formation d'ingénieurs et de techniciens spécialisés. Des nouvelles mesures devraient aussi être prises pour favoriser l'implantation des entreprises étrangères sur le continent et incuber les projets industriels africains. Profiter des minerais critiques pour développer une industrie locale

L'IRENA indique d'autre part que les pays africains devraient profiter de la richesse de leur sous-sol en minerais critiques nécessaires à la production de panneaux solaires, d'éoliennes et d'autres technologies de transition énergétique telles que les batteries électriques pour favoriser l'émergence d'une industrie locale capable de créer des emplois, et conserver une plus grande part de la valeur ajoutée, au lieu d'être cantonnés à un rôle de simples fournisseurs de matières premières. Dans ce cadre, plusieurs pays du continent ont déjà commencé à prendre des mesures pour tenter d'exercer un plus grand contrôle sur les minerais essentiels à la transition énergétique. Ainsi, le Zimbabwe a interdit en décembre 2022 les exportations de lithium brut en vue de développer une industrie locale de batteries électriques. De même, la République démocratique du Congo a adopté des restrictions à l'exportation des minerais utilisés dans les batteries lithium-ion. De son côté, la Namibie a décidé en juin dernier d'interdire

les exportations de minerai de lithium et d'autres métaux critiques comme le graphite, le cobalt, le manganèse, n'ayant pas été transformé localement. Cette tendance est souvent encouragée par de grandes puissances économiques mondiales comme les Etats-Unis et l'Union européenne. D'autant plus qu'elle va de pair avec leur volonté de réduire la mainmise de la Chine sur les minerais critiques.

Dans le monde

Le rapport révèle par ailleurs que le nombre d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables au niveau mondial est passé de 7,3 millions en 2012 à 13,7 millions en 2022. Près de 4,9 millions d'emplois dans le monde sont concentrés dans le solaire photovoltaïque, la filière renouvelable connaissant la plus forte croissance. Les autres filières renouvelables comptant le plus d'employés sont, dans l'ordre, les biocarburants (2,5 millions), l'hydroélectricité (2,5 millions), l'éolien (1,4 million), la biomasse solide (779 000), le solaire thermique (712 000), le biogaz (309 000), les pompes à chaleur (241 000) et la géothermie (152 000). La plupart des emplois générés par les énergies renouvelables restent cependant concentrés dans un nombre réduit de pays, et tout particulièrement en Chine, qui représente 41 % du total mondial. Les autres pays comptant un nombre important d'emplois sont le Brésil, les États membres de l'Union européenne (UE), l'Inde et les États-Unis.

NAMIBIE

Celsius Resources prolonge de deux ans sa présence sur le projet de cobalt Opuwo

La RDC est le premier producteur mondial de cobalt. D'autres pays du continent en fournissent aussi, à l'instar de la Zambie et du Maroc. La Namibie peut devenir un membre de ce cercle grâce au projet Opuwo qui héberge au moins 259 000 tonnes de cobalt selon une estimation de 2021.

En Namibie, le ministère des Mines et de l'Énergie a renouvelé pour deux ans supplémentaires le permis d'exploration relatif au projet de cobalt Opuwo. C'est l'annonce faite le 6 novembre par Celsius Resources, propriétaire du projet, qui précise que cette prolongation lui permettra de boucler des études en cours sur la viabilité économique d'une exploitation minière.

« Il s'agit d'un développement positif, car nous sommes en train d'examiner le projet Opuwo pour comprendre comment nous pouvons stratégiquement débloquer sa valeur potentielle étant donné la forte demande de cobalt du secteur des véhicules électriques », a commenté Peter Hume, DG de Celsius.

Selon une estimation de ressources minérales publiée en 2021, le projet Opuwo héberge 225,5 millions de tonnes de ressources minérales titrant 0,12 % de cobalt et 0,43 % de cuivre, soit un total de 259 000 tonnes de cobalt et 970 000 tonnes de cuivre contenues.

L'exploitation de cette ressource renforcerait la position de la Namibie comme fournisseur de métaux essentiels à la transition énergétique. Le pays s'approprie en effet à exploiter ses importantes réserves de graphite, de lithium et de terres rares, autant de métaux utilisés dans l'industrie des véhicules électriques.

Selon le Cobalt Institute, la RDC fournit plus de 70 % de la production mondiale de cobalt. En Afrique, le pays a été suivi en 2022 par Madagascar, le Maroc, la Zambie et l'Afrique du Sud.

NAMIBIE

La banque américaine d'import-export favorise les énergies renouvelables en Afrique

La Banque américaine d'import-export a déclaré qu'elle se concentrerait davantage sur l'Afrique et les énergies propres, en approuvant son plus gros investissement dans les énergies renouvelables sur le continent, tandis que le financement antérieur d'un projet gazier au Mozambique reste à l'étude.

La banque a approuvé en juin un prêt direct de plus de 900 millions de dollars pour deux centrales solaires en Angola, un projet d'énergie propre sans précédent pour Ex-Im qui créera également des milliers d'emplois aux États-Unis, a déclaré la présidente de l'agence de crédit à l'exportation, Reta Jo Lewis. une interview à Johannesburg vendredi. Elle en était à son quatrième voyage en Afrique subsaharienne depuis qu'elle a pris ce rôle en février de l'année dernière.

NIGÉRIA

La raffinerie pétrolière Dangote entre en phase de test en décembre prochain

Bien qu'ayant été inaugurée et mise en service, la raffinerie pétrolière de Dangote n'est pas encore entièrement fonctionnelle. Ses capacités opérationnelles doivent encore faire l'objet de tests. Des sources proches de la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) ont révélé que des volumes d'or noir devraient bientôt être livrés à la raffinerie pétrolière de Dangote, inaugurée en mai dernier par l'ex-président Muhammadu Buhari.

D'ici décembre 2023, l'infrastructure pétrolière, située dans la zone franche de Lekki, près de Lagos, devrait rece-

voir entre 4 et 6 cargaisons de pétrole brut, représentant 130 000 à 200 000 b/j. Ces volumes devraient servir à l'exécution d'essais sur l'installation. La nature et la durée de tests envisagés n'ont pas été précisées. Ceux-ci devraient cependant porter sur les unités de production de produits raffinés et viseront à s'assurer de leur fonctionnement effectif. Selon les experts, la transition entre ces essais et la production à pleine capacité de carburants de haute qualité peut prendre plusieurs mois.

S'exprimant sur ce développement, Jeremy Parker, responsable du dévelop-

pement commercial chez CITAC, une société de conseil pétrolier axée sur l'Afrique, a suggéré que l'exécution de ces tests initiaux nécessiterait de ravitailler la raffinerie de Dangote par environ 325 000 b/j du brut, soit la moitié de sa capacité opérationnelle de 650 000 b/j.

À plein régime, la raffinerie pétrolière de Dangote, qui a coûté au total 19 milliards de dollars, devrait transformer le Nigéria en un exportateur net de produits pétroliers alors qu'il reste encore fortement dépendant des importations de carburants.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales restent sur la retenue

Les Bourses mondiales reculent mardi, affectées par des prises de bénéfices après une semaine faste et un nouveau signal de la faiblesse de l'économie chinoise.

Les Bourses asiatiques ont terminé dans le rouge, à l'inverse de leur forte progression de lundi: Tokyo a cédé 1,34% et Hong Kong reculait de 1,69% dans les derniers échanges, tandis que Shanghai a fini en très légère perte de 0,04%. La chute des exportations chinoises s'est accélérée en octobre, avec un recul de 6,4% sur un an, selon des chiffres publiés par les douanes du pays mardi, un chiffre qui n'incite pas à l'optimisme pour la croissance de la Chine. Les importations ont, en revanche, augmenté de 3%, contre une baisse prévue de 5%, enregistrant ainsi leur premier mois de croissance en glissement annuel depuis la fin de l'année dernière. Toutefois, Zhang Zhiwei, économiste de Pinpoint Asset Management, a relevé auprès de l'AFP que la "surprise positive" d'octobre concernant les importations ne suffisait pas à déterminer si la demande intérieure chinoise s'améliore. En Europe, les places financières prolongeaient mardi matin leur légère baisse de lundi. Dans les premiers échanges, vers 08H10 GMT, Paris cédaït 0,27%, Londres 0,13%, Francfort 0,18% et Milan 0,13%. "Il y a eu un clair, bien que partiel, mouvement inverse à celui de la semaine passée", également visible sur les taux d'intérêt des Etats, ont souligné les ana-

lystes de la Deutsche Bank. Après la réunion de la banque centrale américaine (Fed) la semaine passée, les investisseurs avaient considéré que les hausses de taux directeurs décidées depuis mars 2022 pour lutter contre l'inflation étaient définitivement derrière eux, et avaient même commencé à se projeter sur des baisses de taux dans les prochains mois. Mais cette opinion est désormais moins franche, et les taux d'intérêt des Etats sont repartis en hausse, de même que les paris des marchés sur des augmentations de taux directeurs. Le taux américain de l'emprunt à 10 ans évoluait à 4,64% mardi, stable par rapport à lundi, mais en nette hausse par rapport à son niveau de 4,57% vendredi. "Les investisseurs attendant avec impatience l'intervention" prévue jeudi "du président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, pour savoir quelles sont ses véritables intentions monétaires", a estimé John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. UBS en perte avec Credit Suisse La banque suisse UBS a annoncé mardi une perte nette plus lourde qu'attendu pour le troisième trimestre, à 785 millions de dollars (732 millions d'euros), sous l'effet des dépenses d'intégration de Credit Suisse.

Fin août, UBS avait publié un bénéfice net de 29 milliards de dollars au deuxième trimestre en raison d'un gain exceptionnel résultant de l'écart entre la valeur comptabilisée de Crédit Suisse et sa valeur de rachat. Mardi, l'action a monté de plus de 3% à l'ouverture de la Bourse suisse. A 8H04 GMT, le titre prenait 3,75%, à 22,70 francs suisses suisses.

Baisse du bénéfice d'Aramco Le géant pétrolier saoudien Aramco (+0,60%) a annoncé mardi un bénéfice net en baisse de 23% en glissement annuel

au troisième trimestre, dans le sillage du recul des prix du brut et de la production. La compagnie a ainsi enregistré des profits de 32,58 milliards de dollars. Le WTI sous les 80 dollars Après leur léger rebond en début de semaine, les prix du pétrole repartaient en baisse vers 08H00 CMT. Le baril de Brent valait alors 84,25 dollars (-1,09%) et celui du WTI américain 79,93 dollars (-1,10%), passant sous le seuil des 80 dollars pour la première fois depuis fin août. L'euro reculait de 0,19%, à 1,0698 dollar. Le bitcoin cédaït 0,20%, à 34.960 dollars.

La Bourse de Paris en position d'attente

La Bourse de Paris évolue en légère baisse de 0,12% dans les premiers échanges mardi dans l'attente de la confirmation d'une politique plus souple à venir des banques centrales. L'indice vedette CAC 40 reculait de 8,61 points à 7.005,12 points vers 09H35, après avoir ouvert sous les 7.000 points. La veille, il avait reculé de 0,48%. Dans une séance pauvre en indicateurs, les données venues de Chine ne sont pas venues donner de l'optimisme aux investisseurs: la chute des exportations chinoises s'est accélérée en octobre, avec un recul de 6,4% sur un an, selon des chiffres publiés par les douanes du pays mardi, des données qui n'incitent pas à l'optimisme pour sa croissance. Les investisseurs attendent à 11 heures l'évolution des prix à la production en septembre dans la zone euro. Après une accalmie la semaine passée à la suite de la réunion de la Banque centrale américaine (Fed), "le débat sur les taux d'intérêt aux États-Unis a de nouveau émergé", note Andreas Lipkow, analyste indépendant. "Certains membres de la Banque centrale américaine veulent poursuivre la lutte contre l'inflation" de manière plus longue, ce qui va à l'inverse des espoirs du marché, commente Andreas Lipkow. Le président de la Fed Jerome Powell doit s'exprimer dans la semaine, et sa prise de parole sera comme de coutume très écoutée par les marchés. Les taux d'intérêt des Etats sont ainsi nettement remontés lundi, compensant une petite partie de la forte chute de la semaine passée, et se stabilisaient mardi.

Capgemini confirme ses objectifs Capgemini qui prenait 0,30% à 169,25 euros a vu son chiffre d'affaires reculer de 1,3% au troisième trimestre, à cause surtout d'une chute aux États-Unis, dans un "contexte plus difficile" avec des clients qui veulent "réduire leurs

coûts à court terme", a indiqué mardi le groupe, qui a confirmé ses objectifs annuels. L'énergéticien Engie (+0,77% à 15,25 euros) a annoncé mardi un résultat d'exploitation hors activités nucléaires en hausse de 27,4% à 8 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, soulignant ainsi la bonne tenue des renouvelables et de ses activités d'approvisionnement en énergie, malgré un ralentissement observé au 3e trimestre. Le groupe a revu en hausse son objectif annuel de bénéfice net récurrent part du groupe. Le géant mondial des centres d'appel a reculé de 0,50% à 119,30 euros après avoir annoncé un chiffre d'affaires en baisse de 3,3% en données publiées, à 1,989 milliard d'euros. Le groupe a confirmé viser pour 2023 un objectif de marge d'EBITDA "d'environ" 16%, mais estime désormais la croissance de son chiffre d'affaires dans le bas de la fourchette précédemment donné.

WALL STREET REPREND SON SOUFFLE DANS LE VERT APRÈS UNE BONNE SEMAINE

La Bourse de New York a terminé lundi légèrement dans le vert

L'indice Dow Jones a grappillé 0,10% à 34.095,86 points, le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 0,30% à 13.518,78 points et l'indice élargi S&P 500 a pris 0,18% à 4.365,98 points. "La semaine dernière était la meilleure de l'année pour le marché actions. Il est tout-à-fait normal et sain de voir le marché faire une pause pour digérer la forte hausse de la semaine passée", a indiqué à l'AFP Adam Sarhan de 50 Park Investments. "On a une situation où le marché ralentit pour consolider les derniers mouvements et attendre un nouvel élément catalyseur afin de poursuivre l'élan. Cela pourrait être les propos d'un responsable de la Fed, de Jerome Powell (le président de la banque centrale) ou des résultats de sociétés", a ajouté l'analyste.

Cette semaine, alors que l'agenda est peu fourni en terme d'indicateurs, plusieurs membres de la Réserve fédérale américaine doivent s'exprimer dont son président Jerome Powell jeudi, au cours d'un débat au FMI. Une dernière série de résultats d'entreprises est également attendue dont ceux des spécialistes du divertissement Disney (-1,20% à la clôture), WynnResorts (+2,57%), MGM Resorts (+0,33%), Warner BrosDiscovery (-2,72%) ainsi que Uber (+0,84%), Lyft (-1,22%) ou Roblox (-2,97%). Pour les analystes de JPMorgan, "la baisse des rendements obligataires et les décisions accomodantes des banques centrales sont interprétées par les marchés comme un élément positif à court terme". Mais, ajoutent les analystes dans une note, "nous pensons que les actions vont bientôt re-

penser au rapport profit/risque dans un contexte où la Fed va laisser les taux élevés plus longtemps, où les attentes de bénéfices sont trop optimistes et où les marges sont en danger". Les rendements sur les bons du Trésor à dix ans s'établissaient à 4,65% contre 4,57% mercredi et 5% il y a deux semaines. Cette semaine, le Trésor américain lancera de nouvelles émissions de dettes, dont 40 milliards de bons à dix ans mercredi et 24 milliards de bons à trente ans jeudi. "Cela fait beaucoup de dette à digérer", a commenté Patrick O'Hare. Au rang des indicateurs, c'est une semaine calme avec seulement la première estimation de la confiance des consommateurs pour novembre, publiée par l'université de Michigan mercredi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Novembre 2023
Valeur : 08 Novembre 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.7090	134.7240
1	EUR	EURO		144.6101	144.6801
1	GBP	POUND STERLING		166.8843	166.9442
100	JPY	JAPANESE YEN		90.0582	90.0863
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5042	18.5081
1	CHF	SWISS FRANC		150.0936	150.1772
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.6951	98.7134
1	DKK	DANISH KRONE		19.3834	19.3884
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3788	12.3836
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2134	12.2181
1	AED	UAE DIRHAM		36.6745	36.6806
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9071	35.9130
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3751	436.5651
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.5371	42.9646
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.1336	13.1351
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4278	27.5684
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5468	3.5472
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1085	177.1085

LA SECRÉTAIRE AU TRÉSOR AMÉRICAIN TIENDRA DES NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES AVEC SON HOMOLOGUE CHINOIS

Yellen s'oppose aux efforts visant à rompre les liens économiques avec la Chine

Les réunions de haut niveau à San Francisco jetteront les bases des pourparlers entre le président Biden et le plus haut dirigeant chinois, Xi Jinping.

La secrétaire au Trésor Janet L. Yellen tiendra cette semaine deux jours de réunions de haut niveau avec son homologue chinois, le vice-Premier ministre He Lifeng, alors que les États-Unis et la Chine cherchent à s'appuyer sur un effort entamé cette année pour améliorer la communication entre les pays du monde. Les réunions auront lieu jeudi et vendredi à San Francisco, en amont du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique, qui débute samedi. Ces réunions contribueront à jeter les bases des pourparlers attendus lors du sommet entre le président Biden et le plus haut dirigeant chinois, Xi Jinping.



Le département du Trésor a déclaré que les États-Unis espéraient que les réunions de Mme Yellen « stabiliseraient davantage les rela-

tions économiques bilatérales » et permettraient de progresser sur des questions économiques clés. Mme Yellen devrait s'entretenir avec M. He sur des questions telles que l'allègement de la dette des pays en développement et le financement des efforts internationaux de lutte contre le changement climatique. Les discussions visent également à dissiper tout malentendu découlant des récentes mesures de sécurité nationale prises par l'administration Biden, telles que les restrictions sur les investissements que les Américains peuvent effectuer dans les industries chinoises. Les discussions à San Francisco font suite au voyage de Mme Yellen à Pékin en juillet. Après cette

visite, le Département du Trésor a créé des groupes de travail financiers et économiques pour promouvoir un dialogue plus régulier entre les États-Unis et la Chine. Dans un discours prononcé à l'Asia Society la semaine dernière, Mme Yellen a clairement indiqué qu'elle s'opposait aux efforts visant à rompre les liens économiques avec la Chine. « Une séparation complète de nos économies, ou une approche dans laquelle les pays, y compris ceux de l'Indo-Pacifique, seraient obligés de prendre parti, aurait des répercussions mondiales négatives importantes », a déclaré Mme Yellen. « Nous n'avons aucun intérêt dans un monde aussi divisé et ses effets désastreux. »

POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

L'Allemagne pourrait taxer les super-riches

Le parti au pouvoir en Allemagne, les sociaux-démocrates (SPD) du chancelier Olaf Scholz, a préparé une initiative visant à restructurer l'économie afin de lutter contre la crise du coût de la vie et d'imposer la redistribution de l'argent à l'intérieur du pays, a rapporté lundi le journal RND, citant un projet de proposition de politique économique pour la conférence du parti en décembre.

Selon le rapport, le parti souhaite réformer la réglementation en imposant un « impôt de crise » temporaire aux plus hauts revenus du pays, en plus de ceux qu'ils paient déjà. Dans le même temps, ils envisagent de réformer la réglementation relative aux droits de succession et de donation, afin que les « super riches », les multimillionnaires et les milliardaires contribuent davantage que ceux aux revenus les plus faibles. Cette décision devrait permettre de réduire les impôts de 95 % de la population, tout en augmentant les recettes fiscales, que le parti propose d'investir dans l'éducation. Le SPD a également proposé de créer un

fonds d'État pour activer les capitaux privés et créer un volume d'investissement annuel de 100 milliards d'euros. Le parti réclame en outre une réforme du frein à l'endettement. Ce mécanisme de limitation de la dette publique signifie que le pays ne peut pas contracter de dettes à hauteur de plus de 0,35 % de son PIB annuel, mais autorise des exceptions en cas de crise. Il a été suspendu pendant la pandémie de Covid-19, mais a ensuite été renforcé une fois l'épidémie maîtrisée. Le parti souhaite modifier le frein, car dans sa forme actuelle, il « ralentit le changement nécessaire ». Selon le parti, la réforme du mécanisme permettra des investissements supplémentaires dans les infrastructures, la protection du climat, la numérisation et l'éducation. Parmi les autres mesures proposées figurent une augmentation du salaire minimum, une réduction du temps de travail sans perte de salaire et une réduction des prix de l'énergie en introduisant « un prix de l'électricité industrielle ». À terme, le SPD souhaite, grâce aux mesures proposées, garantir la création d'un million de

nouveaux emplois en Allemagne d'ici 2030. Selon le rapport, le projet de proposition pourrait être inclus dans la campagne électorale du SPD en 2025. "L'Allemagne est devenue trop compliquée, trop chère, trop lente dans de nombreux domaines", a déclaré le parti dans le document. L'économie allemande s'affaiblit depuis des mois. Le pays a officiellement sombré dans une récession technique au premier trimestre de l'année, dans un contexte de forte inflation, de taux d'intérêt plus élevés et de défis dans son secteur manufacturier dus à la hausse des coûts de l'énergie. Alors que le trimestre suivant a connu une modeste expansion de 0,1 %, le PIB a perdu les gains en diminuant de 0,1 % au troisième trimestre de l'année. Le mois dernier, le PDG de la Deutsche Bank, Christian Sewing, a averti que l'économie risquait de redevenir « l'homme malade de l'Europe », comme ce fut le cas à la fin des années 1990, si Berlin n'adoptait pas de réformes structurelles.

SELON LE BUREAU DES STATISTIQUES DU PAYS

Le Canada se dirige vers la récession

La performance économique canadienne est restée stable en août et a probablement connu une légère contraction au troisième trimestre, selon le bureau des statistiques du pays. Le ralentissement a été attribué à la hausse des taux d'intérêt, à l'inflation, aux incendies de forêt et à la sécheresse à travers le pays. Les données préliminaires indiquent que le PIB réel est également resté inchangé en septembre, pour le troisième mois consécutif. Selon le rapport, les industries productrices de services ont augmenté de 0,1 % d'un mois sur l'autre, tandis que les industries productrices de biens ont reculé de 0,2 %. Dans l'ensemble, seuls huit des vingt secteurs industriels se sont dévelop-

pés, selon les chiffres. Le secteur manufacturier s'est contracté de 0,6 % en août, la fabrication de biens non durables et durables ayant contribué à la baisse pour un troisième mois consécutif. Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a augmenté de 1,2 % en août. "Cette troisième hausse mensuelle consécutive a porté l'activité au-dessus du niveau d'avril, avant que l'activité ne chute en mai en raison en partie de l'impact des incendies de forêt", écrit Statistique Canada dans son rapport. Le commerce de gros a augmenté de 2,3 % en août, tandis que le commerce de détail, en baisse pour le troisième mois consécutif, a reculé

de 0,7 %. Les services d'hébergement et de restauration ont diminué de 1,8 % en août, démontrant une contraction dans les deux sous-secteurs. L'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse se sont contractées de 3,2 % en août, soit sa baisse la plus importante depuis août 2021. Le rapport indique que la production agricole (à l'exception du cannabis) a diminué de 6,7 % en août 2023, principalement en raison des conditions sèches dans l'Ouest canadien qui sont faisant baisser les rendements attendus. "Le fait que l'économie soit déjà en récession ou non est moins important que le fait que les impacts décalés de la politique monétaire soient susceptibles de déprimer

sensiblement l'activité économique à l'avenir", a déclaré Tiago Figueiredo, économiste chez Desjardins, à Reuters. « En conséquence, nous prévoyons que l'économie entrera plus clairement dans une récession en 2024. » La semaine dernière, la Banque du Canada a décidé de maintenir son taux d'intérêt de référence à 5 % pour la deuxième fois consécutive lors de ses récentes réunions après avoir augmenté les taux dix fois depuis le début de 2022. Le régulateur a cependant averti que d'autres augmentations étaient possibles alors qu'il se débat pour régner sur une inflation galopante.

A CAUSE DU « CHAOS » DES VISAS
L'Afrique du Sud risque de perdre ses investissements commerciaux

Les entreprises européennes avertissent que le manque de travailleurs qualifiés met en danger les projets d'expansion et l'emploi dans un pays où un tiers de la population est au chômage. Dans l'un des pays les plus inégalitaires au monde, une grave pénurie de travailleurs qualifiés freine une croissance déjà timide, limitant la création d'emplois et poussant certains investisseurs étrangers à envisager de déplacer leur argent ailleurs. Cette pénurie de compétences a été identifiée par la présidence sud-africaine comme le deuxième obstacle à la croissance économique, après les coupures de courant paralysantes. Pourtant, le ministère de l'Intérieur qui pourrait résoudre le problème, a été accusé de l'aggraver en ne parvenant pas à gérer un système de visa qui semble causer des dommages auto-infligés à l'économie. Les pénuries de travailleurs qualifiés sont plus graves dans des domaines tels que l'ingénierie, les sciences, les technologies de l'information et le personnel de direction, selon un rapport gouvernemental appelant à une réforme urgente du système de visa. Une organisation commerciale, qui comprend les constructeurs automobiles Volkswagen AG et BMW AG, a averti que les retards dans le processus (une demande de visa pouvant prendre 48 semaines) menacent les projets d'expansion, les investissements et les emplois en Afrique du Sud, où le chômage atteint 33 %.

SELON UNE ANALYSE DE BLOOMBERG
Le Royaume-Uni est probablement en récession à l'heure actuelle

La Grande-Bretagne est probablement déjà en récession après que la flambée des taux d'intérêt et la hausse du chômage ont rendu les ménages plus prudents en matière de dépenses, selon une analyse de Bloomberg Economics. L'étude menée par les économistes de Bloomberg, Dan Hanson et Andrej Sokol, estime qu'il y a 52 % de chances qu'une légère récession se produise au second semestre de cette année, définie par deux trimestres consécutifs de contraction. L'analyse a été publiée lundi, avant les données officielles sur le produit intérieur brut attendues vendredi prochain.

TECHNOLOGIE ENLITEN DE BRIDGESTONE Débuts réussis en compétition

C'est à l'occasion de l'édition 2023 du Bridgestone World Solar Challenge (BWSC) que la technologie de pneumatiques ENLITEN conçue par Bridgestone a fait ses débuts en sport automobile. Ces montures ont fait très bonne impression pendant cette course de voitures propulsées à l'énergie solaire.

Nous vous l'annoncions début septembre : la société éponyme profitera de la Bridgestone World Solar Challenge (BWSC) pour introduire en sport automobile sa technologie ENLITEN et ses pneus composés à 63 % de matériaux recyclés. L'édition 2023 de cette course de voitures propulsées à l'énergie solaire a pour mission de rallier les villes de Darwin et d'Adélaïde, à travers plus de 3 000 kilomètres d'Australie centrale. Inaugurée en 1987, l'épreuve sur routes publiques avait lieu cette année du 22 au 29 octobre. Le nouveau pneumatique de Bridgestone y a montré tout son potentiel malgré le parcours exigeant. Finalement, le team Innoptus Solar (Belgique) s'est imposé dans la catégorie « Challenger » quand l'équipe locale Sunswift Racing (Australie) a remporté la « Cruiser ». C'est donc la seconde fois consécutive que l'équipe belge d'Innoptus Solar remporte la BWSC. « Nous avons vécu une épopée absolument folle aux côtés d'autres membres du monde du solaire », a savouré son directeur Cédric Verlinden après la compétition, saluant au passage les pneus plus durables qui ont équipé sa voiture solaire cette année. Car pour afficher, sur l'ENLITEN, un indice de circularité des matériaux (MCN) de 63 % – soit plus du double que lors de l'édition 2019 du BWSC –, Bridgestone a utilisé, entre autres, des fibres organiques recyclées, du noir de carbone de récupération (également obtenu par la pyrolyse de pneus usagés) ou encore de la silice issue de cendres de balles de riz et des matériaux de renfort comportant de l'acier recyclé.

Des pneus peu usés malgré les conditions d'utilisation

Concurrent dans la catégorie « Challenger », plus axée sur les performances et le chrono, le



team Innoptus Solar a opté pour une nouvelle monture de pneumatiques par jour. « Ils n'étaient pas du tout endommagés », précise cependant Cédric Verlinden, qui a visiblement recommandé ces remplacements quotidiens pour ne prendre aucun risque avec l'asphalte rugueux et souvent bouillant de l'Australie centrale. Même satisfaction chez les locaux du Sunswift Racing, qui tenaient à rappeler l'importance d'avoir une équipe australienne dans

cette course. « D'autant que c'est le terrain idéal pour montrer au monde les prototypes de véhicules électriques que nous concevons », précise avec fierté la directrice Andrea Holden.

Roulant pour le titre en catégorie « Cruiser », le team Sunswift Racing n'avait guère besoin de changer ses pneus ENLITEN plus d'une fois. « Nous l'avons fait à mi-parcours, après

avoir roulé 1 500 kilomètres, et ce seulement à titre de précaution. Ils ne présentaient pas la moindre trace d'usure », révèle avec satisfaction sa directrice. Le Bridgestone World Solar Challenge est, pour le pneumaticien comme pour les participants, un « laboratoire mobile » permettant de tester l'avancée des nouvelles technologies. Par cette course, le fabricant a pu mettre à rude épreuve la durabilité de ses pneus mais aussi la sécurité apportée par ENLITEN. Jusqu'ici, cette nouveauté n'avait pas été testée en compétition automobile.

Satisfaction du pneumaticien qui veut faire encore mieux

« Nos équipes sont composées des jeunes esprits les plus talentueux, qui ne ménagent ni leur temps ni leurs efforts pour surmonter les obstacles afin de mettre au point le véhicule électrique le plus efficace possible. On n'imaginerait pas les innombrables succès, mais aussi les nombreux échecs, les hauts et les bas qu'ils ont dû traverser pour en arriver là », a rappelé Masahiro Higashi, directeur général et co-directeur de l'exploitation de Bridgestone, lors de la cérémonie de remise des prix.

« Nous nous réjouissons par ailleurs que nos pneus dotés de la technologie ENLITEN aient pu à cette occasion démontrer toute l'étendue de leurs capacités, à commencer par leur faible résistance au roulement, leur durabilité et leur poids plume, autant d'atouts qui ont immédiatement fait l'unanimité chez les équipes participantes », a de son côté ajouté Masato Banno, vice-président principal et directeur technologie de Bridgestone Corporation. Il ne fait aucun doute que l'édition 2024 sera encore plus sophistiquée et que les esprits s'échaufferont d'autant plus pour répondre aux nouveaux défis.

Primetool se lance dans l'outillage

Apparue sur le marché français en 2019, la marque d'équipements de garage Primetool, appartenant à l'Alliance Automotive Group, élargit son catalogue avec l'ajout du petit outillage.

En tant que marque d'équipements de garage appartenant au groupe de distribution Alliance Automotive Group, Primetool élargit son offre de produits. Après avoir lancé le mois dernier des solutions de "petit levage", la marque de distributeur présente une manette en aluminium de 13 kg, équipée de 136 outils, idéale pour le dépannage. La valise est composée de 4 compartiments avec des inserts en mousse où sont rangés des pinces, des douilles, un marteau, des tournevis, des clés, et même un cousin pour s'agenouiller. Sa garantie est illimitée.

Lancée en 2019 sur le territoire français, Primetool propose désormais 5 gammes de produits : levage, air comprimé, liaison au sol, petit levage et outillage.

"2023 a été une année charnière pour Primetool : son positionnement est en phase avec les besoins du marché, qui a été durement touché par l'inflation. Ce contexte nous encourage à continuer à développer de nouveaux produits pour soutenir les garages dans leurs activités", commente Jacques Harivel, directeur de l'équipement d'atelier et de l'outillage.

Volkswagen bute encore sur les voitures électriques

Le chemin de l'électrification est décidément bien tortueux pour Volkswagen. Avec un niveau de commandes de véhicules électriques qui décroche en Europe en toile de fond, le groupe Volkswagen annonce qu'il reporte son projet de quatrième gigafactory de batteries. Le groupe allemand n'est pas convaincu que la demande clients soit suffisamment robuste pour justifier cet investissement. Le groupe Volkswagen a décidé de geler son projet de construction d'une quatrième usine de batteries pour véhicules électriques. Le président directeur général du groupe, Oliver Blume, justifie cette décision en avançant que la demande pour les véhicules électriques en Europe n'est pas aussi soutenue qu'attendu. « Si nous nous fions aux conditions de marché, notamment la lente montée en puissance des véhicules électriques en Europe, il ne serait pas rationnel d'un point de vue économique d'investir sur de nouveau site de fabrication de batteries », explique-t-il, dans ce qui ressemble aussi à un aveu.



Un marché du véhicule électrique qui peine à décoller en Europe

Le groupe Volkswagen a validé les projets d'usines de batteries à Salzgitter, en Allemagne, à Valence, en Espagne et à St. Thomas, dans l'Ontario au Canada. Soit une capacité de production annuelle potentielle de 200 GWh. Pour une quatrième gigafactory de batteries, le groupe allemand faisait monter les enchères entre la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Pologne. Par la voix du premier ministre Petr Fiala, le gouvernement tchèque a informé Volkswagen que le site envisagé ne lui serait pas réservé et qu'il serait

proposé à d'autres investisseurs.

Warning sur les prises de commandes de véhicules électriques de la marque Volkswagen !

Volkswagen est à la peine dans sa stratégie d'électrification. Les livraisons de véhicules électriques à batterie ont certes augmenté de 45 % au cours des neuf premiers mois de 2023, à 531 500 véhicules, soit une part de 7,9 % du total des livraisons. C'est la fourchette basse des objectifs du groupe qui voyait cette part entre 8 % et 10 % pour 2023 en année pleine. En outre, le niveau des commandes de vé-

hicules électriques de la marque Volkswagen est alarmant, avec 150 000 véhicules en portefeuille, contre 300 000 un an plus tôt. Le modèle ID.3, pourtant bénéficiaire d'un restylage d'envergure, est sorti des radars, hors du top 10 européen, un classement où ne figure que l'ID.4. Un SUV ID.4 qui est talonné par le Skoda Enyad, mauvais indicateur de cannibalisation.

Le groupe Volkswagen arrête les voitures thermiques en 2024 en Norvège

Enfin, lors de la Conférence Collision de Toronto, Pierre Boutin, le dirigeant de Volkswagen Group Canada, bien connu en France pour avoir dirigé la filiale, annonce que toutes les marques de Volkswagen cesseront de vendre des voitures thermiques, hybrides, et même hybrides rechargeables, en Norvège dès le mois de janvier 2024 ! Même si le marché est anecdotique en volume, de fait, Seat, Bentley et Lamborghini en sortent, tandis que les autres marques voient leur offre très réduite. Notons que cette décision n'a pas été prise par la direction de Volkswagen, mais par son importateur en Norvège.

GRACE AUX ONDES RADIO Une nouvelle méthode pour surveiller les stocks d'armes nucléaires

Un groupe de chercheurs a mis au point une méthode pour surveiller les stocks d'armes nucléaires grâce aux ondes radio. Ils ont utilisé un système de miroirs pour créer un dispositif sécurisé qui peut détecter tout changement dans une pièce, et plus particulièrement tout déplacement des ogives. Neuf pays ont un stock d'armes nucléaires que les autres pays ne peuvent pas surveiller grâce à des méthodes classiques, comme les images satellite. Le problème principal est qu'il est actuellement impossible de vérifier qu'aucune arme n'a été déplacée pour préparer un lancement sans un système de surveillance en temps réel. Dans un article publié dans Nature Communications, des chercheurs allemands et américains proposent une nouvelle méthode d'inspection à distance qui s'appuie sur des antennes et des miroirs. Une antenne émet un signal radio qui est réfléchi par les différents objets dans la pièce, puis enregistré par une seconde antenne. Ceci permet d'obtenir une empreinte de la pièce qui sera modifiée même par des déplacements minimes d'objets. Cela permet donc de détecter si une ogive nucléaire a été enlevée.

Des miroirs pour empêcher la falsification des empreintes

Le problème est qu'il serait très facile pour un pays d'enregistrer cette empreinte à l'avance, et de la transmettre plus tard sans qu'il soit possible de savoir quand la mesure a été effectuée. Les chercheurs se sont donc appuyés sur un système de 20 miroirs pivotants qui réfléchissent les ondes radio afin de modifier l'empreinte. Le système ne nécessite qu'une seule visite pour installer les miroirs et mesurer les empreintes initiales de la pièce pour un certain nombre de positions des miroirs, lesquelles seront enregistrées dans une base de données secrète. Il suffirait alors de demander de mesurer l'empreinte avec les miroirs dans une position spécifique, et de comparer le résultat aux mesures d'origine. Les miroirs peuvent être configurés dans 10⁴⁶ positions différentes, un chiffre beaucoup trop élevé pour qu'il soit possible de mesurer les empreintes dans toutes les positions possibles. Selon les chercheurs, il faudrait huit semaines de calcul en utilisant des algorithmes d'apprentissage automatique pour trouver la corrélation entre les empreintes et la position des miroirs. Toutefois, il est possible de renforcer la sécurité en ajoutant tout simplement plus de miroirs.

« JE M'APPELLE GROK »

Voici l'intelligence artificielle d'Elon Musk pour concurrencer ChatGPT

Après avoir lancé xAI au mois de juillet, sa start-up dédiée à l'intelligence artificielle, Elon Musk vient d'annoncer son propre chatbot baptisé Grok. Conçue pour rivaliser avec ChatGPT, l'IA a accès en temps réel aux informations du réseau social X.

Elon Musk, via sa start-up xAI, vient d'annoncer le lancement de sa propre intelligence artificielle générative conçue pour faire concurrence à ChatGPT. Rappelons tout de même que le milliardaire a signé une lettre ouverte demandant un moratoire sur le développement des IA plus tôt cette année. L'IA en question s'appelle Grok, un mot tiré du roman de science-fiction En terre étrangère de Robert A. Heinlein, et qui signifie comprendre intégralement quelque chose. Grok a la particularité d'avoir accès aux informations en temps réel grâce à un accès à X (anciennement Twitter). xAI indique également que Grok répondra aux questions refusées par les autres chatbots. Selon l'annonce, l'IA est une version bêta qui n'a été entraînée que pendant deux mois, et devrait donc s'améliorer avec le temps. Le grand modèle de langage derrière le chatbot s'appelle Grok-1, et aurait dépassé GPT-3.5 sur certains tests comme GSM8k, MMLU et HumanEval. Il serait toutefois assez loin encore des



scores de GPT-4 et Claude 2.

Un abonnement X Premium sera nécessaire

Visiblement, Elon Musk a changé d'avis sur le nom qu'il comptait initialement utiliser, puisque plus tôt cette année, il avait déclaré son intention de développer TruthGPT, accusant ses rivaux d'entraîner les IA à men-

tir. Selon xAI, la personnalité de Grok serait inspirée du livre Le Guide du voyageur galactique de Douglas Adams, et aurait tendance à répondre avec de l'humour. L'exemple donné est une question sur la fabrication de la cocaïne qui inclut des étapes comme « obtenir un diplôme en chimie » et « installer un laboratoire clandestin dans une lieu isolé ».

Pour pouvoir utiliser Grok, il faudra s'inscrire sur liste d'attente. Une liste qui n'est ouverte qu'aux utilisateurs certifiés, autrement dit, qui paient une dizaine d'euros par mois pour un abonnement X Premium. De plus, il faudra autoriser l'IA à accéder à votre compte sur X, ce qui lui permet de voir toutes les publications visibles pour vous, y compris les comptes protégés...

Dans le bunker anti-cyberattaques de Nancy où les chercheurs piègent les pirates du web

La cybercriminalité touche désormais de nombreuses entreprises ou institutions avec des attaques virales de plus en plus sophistiquées. Dans ce laboratoire hautement sécurisé du Loria, les chercheurs examinent tous les mouvements suspects signalant l'activité de programmes malveillants. Grâce au programme de recherche « Défense contre les programmes malveillants », ils ont pour mission de détecter les attaques informatiques avant qu'elles ne se déclenchent. Détecter l'attaque informatique avant même qu'elle se concrétise : près de Nancy, dans l'est de la France, des chercheurs analysent le mode de fonctionnement des cybercriminels dans un programme de recherche unique en Europe. Au sous-sol du Laboratoire lorrain de recherche en informatique et ses applications (Loria), à Villers-lès-Nancy, est située une salle de recherche « hautement sécurisée » : ses fenêtres pourraient résister à sept coups de hache. À l'intérieur du « laboratoire de haute sécurité » (LHS), des écrans d'ordinateur avec lesquels les chercheurs écoutent « les bruits de fond » des données, en partenariat avec le National Institute of Information and Communications Technology de Tokyo. Concrètement, des mouvements sont repérés sur des adresses IP « qui ne devraient pas être utilisées », ce qui peut présager d'une attaque à venir. Et avec leur technique du « pot de miel », les universitaires attirent déjà au quotidien les attaquants dans des pièges, pour ensuite analyser leur mode de piratage. La France compte deux laboratoires de haute sécurité, l'autre se trouve à Rennes, dans l'ouest du pays. Fini le temps où les antivirus permettaient de



protéger ses données face au pirate de base qui lançait ses attaques « au fond d'un garage », souligne Jean-Yves Marion, ancien directeur du Loria. Ils sont désormais plus organisés. Ces dernières années, la menace s'est démultipliée selon lui, rendant « indispensable une mobilisation universitaire (...) en lien constant avec le monde de l'entreprise et des pouvoirs publics ». Le Professeur Jean-Yves Marion, directeur du Loria, ici, au sous-sol du Laboratoire lorrain de recherche en informatique et ses applications, à Villers-lès-Nancy, dans une salle de recherche hautement sécurisée dont les fenêtres pourraient résister à sept coups de hache.

Des attaques de plus en plus sophistiquées visant les entreprises
Depuis la création du Loria en 2010, les chercheurs ont collecté plus de 35 millions de programmes malveillants. Si cela leur permet de les analyser et de les tester, « c'est insuffisant », insiste M. Marion. Désormais, un nouveau

programme de recherche lancé en juin, le « DefMal » — pour Défense contre les programmes malveillants — vient s'inscrire « dans une stratégie d'accélération annoncée par le président de la République », souligne Lorraine Université d'Excellence. Présenté comme unique en Europe, un budget « inédit » de 5 millions d'euros sur six ans lui a été attribué. « Il permettra surtout d'embaucher des doctorants et des ingénieurs », selon Jean-Yves Marion. L'enjeu, aujourd'hui, est « de détecter ces logiciels malveillants avant qu'ils ne passent à l'attaque ». Une attaque débute par l'exfiltration des données qui sont ensuite chiffrées. Certaines peuvent durer des mois, insistent les chercheurs : l'exfiltration se fait par petits morceaux, pour ne pas alerter. Et signe de la professionnalisation des cybercriminels, les attaques sont de plus en plus sophistiquées, souligne Régis Lhoste, président de la société Cyber-Detect, qui a été créée dans la continuité des travaux du Loria : les programmes malveillants sont «

aujourd'hui conçus spécifiquement pour attaquer votre entreprise », sur mesure, tout en reprenant quelques structures déjà vues par le passé.

Des entreprises et des institutions submergées par les attaques

Sa jeune pousse travaille avec de nombreuses entreprises ou institutions, leur proposant son expertise pour anticiper les attaques ou les comprendre, via des analyses des virus informatiques semblables à celles utilisées dans la recherche médicale. Abdelkader Lahmadi, enseignant-chercheur au Loria et cofondateur avec d'autres chercheurs de la jeune pousse Cybi, explique que les grandes entreprises « sont submergées » par les rapports de failles de vulnérabilité qui se multiplient. La solution mise au point par les chercheurs et désormais commercialisée, fondée sur l'intelligence artificielle, permet de « révéler les chemins d'attaque » qui pourraient être utilisés : cela peut, par exemple, débiter par le piratage d'une caméra de surveillance sur un parking, pour ensuite porter atteinte à toute l'unité de production d'un industriel. Avec DefMal, les universitaires vont aller plus loin, en cherchant à déterminer le mode de fonctionnement des organisations cybercriminelles : comment recrutent-elles et communiquent-elles ? Comment blanchissent-elles l'argent ? Cette analyse nécessite un travail « main dans la main » avec juristes et économistes, selon Jean-Yves Marion. Les chercheurs du Loria travaillent aussi avec la police ou la gendarmerie sur certaines enquêtes.

Mots fléchés

Apprentis-sage		Nais-sance		Agent frigori-fique		Artiste		Particules		Apport de femme		Triviales	
Mises au courant		Mû par le vent		Sport de stand						Évêque de Lyon		Négation	
Affable						Grenade		Lamier					
Anesthé-sique								Sourire					
											Gêne	Maladresse	
Planche de relieur				Africai-nes									
S'incline				Découvrir									
					Kiné								Épluche
Balour-dise								Irlande du poète					
Autre do								Acide ribonu-cléique					
		Drame de geisha			Empereur romain					Aride			
		Langue du nord			Bon boulot					Ânerie			
Amour de Zeus			Élimé				Travail du postier				Ville de Chaldée		
Lettre grecque											Fleuve d'Afrique		
			Breuvage de Bacchus				Épreuve de moto						
			Vomitif				Ôter le chef						
Folle									Id est			Écarteur de bloc	
Mini stère								Camaraderie	Résultat commercial				
		Lieu de rencontre				Bât							
		Future rivière											
Colère d'avant				Méno-pause									
Oiseau sans scrupule													
						Dans la gamme			Centre de Gien		Bâtiment		Lieu de culte
						Casque							
Réfuta				Étape géolo-gique									
				Commé-morer									
Munie de poignées	Inscription		Magie							Société allemande			
			Annonce la matière							Article de Cordoue			
					Voie urbaine		Sélénium du chimiste		Lettres sur la lettre			Abri douillé	
									Bouche cornée				
Période d'ovu-lation								Crêpe de Russie					
								Mot de révolte					
Tantale du labo			Guêpe							Mets délicat			
Trompée													
							Parvient						

POUR PRENDRE LE CONTRÔLE TOTAL DE SA FILIALE ALLEMANDE

L'espagnol Telefonica va déboursier 2 milliards d'euros

Le géant espagnol des telecoms Telefonica a annoncé mardi le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) sur la partie de sa filiale allemande ne lui appartenant pas, pour près de deux milliards d'euros. Cette annonce survient 24 heures avant la présentation des nouvelles orientations stratégiques du groupe pour la période 2023-2026, prévue dans le cadre d'une journée des investisseurs, très attendue par les marchés - la première depuis 2012. Selon Telefonica, le prix de l'offre de 2,35 euros par titre représente «une prime d'environ 37,6% par rapport au cours de clôture» de Telefonica Deutschland à la Bourse de Francfort lundi soir et «de 36,3%» par rapport à son cours moyen depuis trois mois.

APN

Le projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique présenté

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a présenté, mardi à Alger, le projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN). Lors d'une séance plénière à l'APN, M. Laagab a présenté un résumé de ce projet de loi «détaillant la loi sur l'information adoptée par les deux chambres du Parlement», affirmant que le projet «intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et en concrétisation de ses engagements notamment ceux liés au secteur». Le projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique a pour principal objectif, souligne le ministre, de «doter le secteur d'un système juridique solide, permettant aux journalistes d'exercer confortablement leur métier et aux citoyens d'accéder à l'information crédible, au service du pays». «Le projet de loi vise à pallier les lacunes ayant précédemment entaché les législations relatives aux médias en vue de mettre en place un cadre juridique à l'exercice médiatique», a ajouté M. Laagab, relevant que «le projet définit une série de termes, d'instances et d'individus habilités à exercer l'activité de la presse écrite et la presse électronique, ainsi que les conditions y afférentes».

LIBYEN OIL CORPORATION

L'autrichien OMV reprendra les forages exploratoires en février

La National Oil Corporation en Libye a annoncé samedi que la société autrichienne OMV reprendrait ses opérations de forage exploratoire en février prochain. La société a déclaré dans un article sur le site Web X qu'elle avait discuté avec OMV «des travaux réalisés par l'entreprise cette année, et que l'entreprise a également examiné les programmes de travail à mettre en œuvre en 2024, surtout après que l'entreprise a levé la dernière fois la force majeure, septembre», citant Reuters.

ENERGIE

Arkab reçoit une délégation du ministère congolais des Hydrocarbures

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi, une délégation du ministère des Hydrocarbures de la République du Congo, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué du ministère. La visite de la délégation congolaise s'inscrit "dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la visite du ministre congolais des Hydrocarbures en Algérie en mai 2022, ayant pour objectif le développement et le renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et le Congo dans le domaine des hydrocarbures", précise le communiqué. La rencontre a permis de "passer en revue l'état des relations de coopération bi-



latérale depuis la signature du procès-verbal des discussions entre les deux pays par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et son homologue congolais, Bruno Jean-Richard Itoua, le 24 mai 2022 à Alger", ajoute la même source.

Ce procès-verbal englobe "plusieurs domaines de coopération entre les deux pays, notamment l'échange des expertises dans le domaine de la mise en place des cadres juridiques et réglementaires du secteur des hydrocarbures, la création d'organismes de réglementation et le renforcement des activités du secteur des hydrocarbures, ainsi que l'échange des expériences dans le domaine du développement du secteur du gaz, notamment le gaz naturel liquéfié (GNL)".

Il s'agit également de l'exploration des

opportunités d'investissement offertes pour Sonatrach dans le secteur de la prospection pétrolière et gazière en République du Congo, et le développement de la coopération dans le domaine de la formation et de la promotion du capital humain".

Le programme de la visite de la délégation congolaise inclut "des rencontres et des visites aux sociétés Sonatrach et Sonelgaz pour s'enquérir de leurs expériences dans le domaine de la recherche et de l'exploration, ainsi que de la commercialisation des produits pétroliers. La délégation visitera également l'Institut algérien du pétrole (IAP), pour s'enquérir de son expérience en matière de formation, outre l'examen des opportunités de coopération dans ce domaine", conclut le communiqué.

CHINE

Le FMI revoit en hausse sa prévision de croissance 2023, à 5,4%

Le Fonds monétaire international (FMI) a revu mardi en hausse sa prévision de croissance pour la Chine en 2023, s'attendant désormais à 5,4% sur fond

de reprise de la consommation et de récentes mesures de soutien du gouvernement. La précédente prévision était de 5% pour la deuxième économie mon-

diale, tandis que le FMI a aussi relevé ses attentes pour 2024, prédisant une hausse du PIB chinois de 4,6%, contre 4,2% auparavant.

AÏMENE BENABDERRAHMANE

«L'Algérie attachée à la défense des intérêts de l'Afrique et du droit des peuples à l'autodétermination»

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, ce mardi, que l'Algérie était profondément attachée à la défense des causes et des intérêts du continent africain, à l'instauration des principes du vivre ensemble en paix et à la défense des droits des peuples, à leur tête le droit à l'autodétermination, insistant sur le droit du peuple palestinien à exercer pleinement tous ses droits fondamentaux. «L'ac-

cueil par l'Algérie de cet événement africain important dans le domaine des droits de l'Homme, avec l'aval du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reflète en réalité l'importance accordée par notre pays aux droits de l'Homme, et aux actions visant à leur protection et à leur promotion, ainsi qu'à l'intérêt accordé à la dimension africaine», a déclaré M. Benabderrahmane dans une allocution

prononcée à l'occasion de l'ouverture de la 71e session ordinaire de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CAfDHP). «Partant de son rôle pionnier en Afrique, l'Algérie est soucieuse de défendre les causes et les intérêts de ce continent, d'instaurer les principes du vivre ensemble en paix et de défendre les droits des peuples, notamment le droit à l'autodétermination», a poursuivi le Premier ministre.